

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1065^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 27 novembre 1961,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 88 et 22 de l'ordre du jour:

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dence aux pays et aux peuples coloniaux (suite)	907
Assistance à l'Afrique (suite):	
a) Programme des Nations Unies pour l'indé- pendance	

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)

Assistance à l'Afrique (suite):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance

1. Le PRÉSIDENT: Nous avons terminé vendredi la discussion générale des points 88 et 22, a, de notre ordre du jour. Nous allons maintenant procéder à la discussion et aux explications de vote concernant les projets de résolution. Je tiens, à ce propos, à rappeler les projets dont nous sommes saisis: ce sont les projets de résolution des Pays-Bas [A/L.354], de l'Union soviétique [A/L.355], de 38 puissances [A/L.366 et Add.1 à 3], de l'Inde et de neuf autres puissances [A/L.367/Rev.1], de 13 pays d'Afrique [A/L.368], du Mexique [A/L.369] et de la Nigéria et du Libéria [A/L.357 et Add.1]. Je signale également que des amendements au projet de résolution A/L.366 et Add.1 à 3 ont été déposés sous la cote A/L.370.

2. M. KOSCIUSKO-MORIZET (France): Les projets de résolution sur lesquels l'Assemblée va avoir à se prononcer intéressent, en réalité, deux questions différentes. L'une est l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], à laquelle a été rattaché le programme des Nations Unies pour l'indépendance, inclus originellement dans le problème général de l'assistance à l'Afrique. L'autre est l'avenir de la Nouvelle-Guinée occidentale, dont l'examen eut peut-être été, de l'avis de ma délégation, mieux à sa place dans le cadre d'un point spécial de notre ordre du jour.

3. Je traiterai d'abord des projets de résolution relatifs au problème de la Nouvelle-Guinée occidentale.

4. La délégation française a suivi de très près les discussions qui y ont été consacrées. Cette question présente, à certains égards, un caractère sui generis qui en accentue la complexité et recommande à notre diligente attention les différents projets de résolution.

5. Le projet déposé, d'emblée, par la délégation néerlandaise [A/L.354], après les déclarations du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, nous paraît répondre à une double préoccupation. D'une part, il exprime l'engagement solennel pris par la puissance administrante de régler le sort de la Nouvelle-Guinée occidentale sur la base de l'autodétermination. D'autre part, il propose une procédure originale qui, compte tenu des données particulières du problème de la Nouvelle-Guinée occidentale, doit permettre la mise en œuvre du principe de libre disposition.

6. Le souci du Gouvernement des Pays-Bas de régler le problème de la Nouvelle-Guinée conformément au principe de l'autodétermination ne peut rencontrer qu'un accueil très favorable de la part de ma délégation. C'est sur cette base, pensons-nous, que doit se fonder le processus de la décolonisation en vue, à la fois, de répondre aux vœux et de protéger les intérêts des populations en cause.

7. Nous constatons aussi que les mesures prises dans le territoire de la Nouvelle-Guinée pour accélérer l'accession de la population à l'autonomie et les résultats obtenus font honneur au peuple et au Gouvernement néerlandais. De plus, l'engagement pris par ce dernier de se conformer aux décisions arrêtées par les populations papoues, quelles que soient ces décisions, la promesse qu'il a faite de maintenir son assistance financière à concurrence de 30 millions de dollars par an en vue du développement de la Nouvelle-Guinée, sans hypothèque d'aucune sorte, constituent, selon nous, des éléments positifs dont il convient de tenir compte.

8. En ce qui concerne la procédure de mise en œuvre de l'autodétermination préconisée par la délégation des Pays-Bas dans le cas particulier de la Nouvelle-Guinée, certains feront peut-être remarquer qu'elle s'écarte des deux moyens prévus dans la Charte des Nations Unies. L'un est l'accession à la pleine souveraineté des territoires encore dépendants, à l'initiative et sous les auspices de la puissance administrante; l'autre consiste à placer ces mêmes territoires sous le régime international de tutelle, l'Autorité chargée de l'administration pouvant être constituée par un ou plusieurs Etats ou par l'Organisation elle-même. Ce sont ces voies qu'a suivies mon pays pour assurer l'évolution des territoires dont il avait la charge. Les dispositions de la Charte auraient sans doute pu fournir une formule propre à résoudre les problèmes qui se posent en l'occurrence.

9. Mais il convient de noter que, dans le cas de la Nouvelle-Guinée, le Gouvernement des Pays-Bas s'est trouvé devant des difficultés particulières dont l'une tient à l'existence d'une revendication territoriale. La délégation française comprend que, pour avoir égard à cette situation spéciale, des solutions originales aient pu être recherchées par la puissance administrante à laquelle il appartient de préparer le

règlement du problème en tenant compte de toutes les données. Aussi bien c'est à la suite d'un libre choix et de sa propre initiative que cette puissance s'adresse aux Nations Unies pour leur soumettre un plan qu'elle a elle-même conçu.

10. La délégation française a prêté également une très vive attention à la thèse soutenue par le représentant de l'Indonésie, dont l'argumentation se fonde sur le paragraphe 6 de la Déclaration: "Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

11. Il est permis de se demander si cette disposition peut être invoquée en la circonstance. Il est d'abord au moins douteux que l'Indonésie et la Nouvelle-Guinée aient constitué une seule et même entité nationale avant l'occupation de ces archipels par les Pays-Bas.

12. La délégation indonésienne se réfère alors au principe en vertu duquel un pays qui accède à l'indépendance doit être délimité par les frontières mêmes qu'a créées la puissance coloniale. Pour ma délégation, il ne saurait s'agir d'un principe absolu mais seulement d'une règle de sage empirisme. Il serait en effet aisé de citer des cas où une telle règle n'a pas été appliquée. Certains grands ensembles territoriaux placés, durant l'époque coloniale, sous une même administration pour des raisons pratiques, ont pu, au moment de l'émancipation, se séparer en plusieurs Etats, vu le caractère spécifique des différentes parties qui composaient l'entité initiale, c'est-à-dire, en dernière analyse, pour répondre aux vœux des populations elles-mêmes.

13. Si l'on veut donc, comme le souhaite la délégation indonésienne, maintenir uni l'ensemble administratif constitué par le colonisateur, cela se peut, cela est peut-être souhaitable, mais cela ne saurait être qu'avec le libre consentement des opinions dans le territoire en litige; en d'autres termes, par la mise en œuvre de l'autodétermination.

14. Dans le cas qui nous occupe, il ne semble pas que le Gouvernement indonésien soit en droit de concevoir des inquiétudes particulières puisque le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Luns, a déclaré ce qui suit. Je cite:

"Le Gouvernement néerlandais tient à affirmer solennellement que, si la population papoue décide de s'unir à l'Indonésie, le Gouvernement néerlandais ne formulera absolument aucune objection et respectera entièrement cette décision de même qu'il respecterait toute autre décision de la population papoue."

15. D'autre part, du haut de cette même tribune, l'honorable représentant de l'Indonésie s'est déclaré convaincu des aspirations de la population de la Nouvelle-Guinée à rejoindre la République d'Indonésie.

16. J'en arrive donc au projet de résolution présenté par l'Inde et d'autres puissances [A/L.367/Rev.1].

17. Il préconise l'ouverture de "nouvelles négociations" bilatérales pour résoudre la question. Certes, la délégation française accueille avec faveur le principe d'une solution qui se propose de réconcilier des opinions divergentes. Mais, en la circonstance, une telle formule louable en soi n'est-elle pas incomplète? La délégation française partage l'avis, exprimé par beaucoup d'autres délégations, selon lequel tout règle-

ment du problème doit faire mention du droit des populations à l'autodétermination. Ce droit a été proclamé solennellement par les Pays-Bas, ce qui n'exclut nullement la possibilité pour l'Indonésie de faire entendre sa voix à cette occasion dans des conditions d'impartialité que toute commission ad hoc, dont la création serait décidée par cette assemblée, aurait certainement à cœur d'assurer. C'est pour cette raison que la délégation française aura le regret de s'opposer au projet indien qui nous paraît insuffisant.

18. Le projet de résolution dû à 13 délégations africaines [A/L.368] nous semble une solution de compromis. En effet ces dispositions prennent, d'après nous, en considération les principaux éléments du problème.

19. Premièrement, étant donné d'une part qu'il existe un litige, on doit s'efforcer de régler celui-ci par la voie de négociations bilatérales à la faveur desquelles les deux parties en cause seront à même de faire valoir leurs intérêts et leurs vues.

20. Deuxièmement, il convient d'autre part de ne pas perdre de vue que toute solution qui engage le sort définitif d'un territoire non autonome doit être fondée sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit que le Gouvernement des Pays-Bas a décidé, de sa propre initiative, de laisser les habitants de la Nouvelle-Guinée exercer librement.

21. Troisièmement, au cas enfin où les intéressés n'arriveraient pas à définir d'un commun accord une solution, la création d'une commission chargée de procéder à une enquête et d'étudier l'éventualité d'établir un régime international pour l'administration et la surveillance du territoire semble pouvoir être acceptée.

22. Ainsi que je l'ai déjà remarqué, l'affaire présente un caractère sui generis en raison des conditions particulières existant dans le territoire intéressé et de l'éventualité qu'une période transitoire s'écoule avant que le statut de la Nouvelle-Guinée occidentale ne soit définitivement fixé. Tous les droits et aspirations des parties en cause nous semblent préservés par ce dernier projet de résolution.

23. Telles sont les considérations qui guideront les votes de notre délégation sur ce problème de la Nouvelle-Guinée.

24. Le débat relatif à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux nous semble avoir été marqué par deux sortes d'interventions qui se traduisent par deux sortes de résolutions.

25. Les premières, heureusement limitées sinon par leur longueur, du moins par leur nombre, n'ont brillé ni par la nouveauté ni par la probité, illustrant une fois de plus la parole de l'Evangile: "Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère et ne vois-tu pas la poutre qui est dans ton œil?" C'est ainsi que si l'on a quelque peu parlé de néo-colonialisme — et en quels termes et par quelles bouches autorisées —, il n'est guère apparu que les antennes, les clichés, les slogans entendus laissent espérer à cette session la mise en œuvre d'un néo-anticolonialisme; j'entends par là celui qui s'attaquerait à toutes les formes de domination étrangère, sans distinction de couleur, de race, de religion et de continent, en Asie et en Europe aussi bien qu'en Afrique. Soyons cependant attentifs et patients, car si les Nations Unies ont vocation d'universalité, il n'est pas douteux que cette grande

aspiration à l'indépendance et à la liberté — pour nous, ces deux concepts sont inséparables —, qui est exprimée dans les passages les plus valables de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, trouvera tôt ou tard un champ d'application universel.

26. Ces premières interventions trouvent leur expression dans le projet de résolution de l'Union soviétique [A/L.355]. Il serait tentant de prendre au pied de la lettre ce projet. Mais quels que soient les changements intervenus dans ce grand pays et dans ce vaste empire, il ne semble pas que les auteurs de ce texte consentent encore à appliquer à eux-mêmes leurs propres résolutions et à se soumettre à la loi commune. La déstalinisation n'est pas encore poussée au point de décoloniser les peuples non russes. C'est une des raisons majeures pour lesquelles nous nous prononcerons contre ce premier projet et contre l'amendement soviétique [A/L.370] au projet de résolution des 38 puissances [A/L.366 et Add.1 à 3] qui vient d'être déposé.

27. Les autres interventions, l'immense majorité, ont eu le mérite de s'attacher — comme l'a réclamé à cette tribune notre collègue de Grèce [1052ème séance] — d'une part à mieux définir les principes exposés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, d'autre part à rechercher un accord sur les mesures pratiques. Je n'en voudrais citer d'autre exemple que le remarquable exposé que le Ministre des affaires étrangères de Nigéria a fait devant notre assemblée [1050ème séance]. Non que nous partageons toutes ses vues, mais il a abordé les problèmes réels de la décolonisation. Et lorsqu'on entre dans le concret, les mirages s'évanouissent. Il est bon qu'il soit dit que le chauvinisme n'est pas un remède au sous-développement, le verbalisme à la stagnation, un discours de propagande un alibi aux tâches ardues, pour les nouveaux Etats, de la préparation des budgets et des plans, de la formation des cadres, de l'organisation de l'administration. Il est utile aussi de rappeler, comme l'a fait ici le Ministre des affaires étrangères de la République malgache [1064ème séance], que le processus de décolonisation ne pouvait se dissocier de l'assistance aux pays ex-colonisés. Ce réalisme nous semble inspirer le projet de résolution signé par les 38 pays d'Afrique et d'Asie.

28. Je voudrais indiquer à ce sujet la position de notre délégation. Je tiens d'abord, en louant les coauteurs de l'effort qu'ils ont accompli, à marquer notre accord sur le fond du problème. Au cours de la quinzième session de l'Assemblée, notre délégation rappelait les paroles prononcées par le général de Gaulle, le 5 septembre 1960: "L'émancipation des peuples ... est conforme tout à la fois au génie de notre pays ... et au mouvement irrésistible qui s'est déclenché dans le monde à l'occasion de la guerre mondiale et de ce qui s'en est suivi." [Voir 945ème séance, par. 134.] Et au cours de la quatorzième session de l'Assemblée, notre ministre des affaires étrangères, M. Couve de Murville, soulignait à cette même tribune, le 30 septembre 1959, que "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui est inscrit à l'Article premier de la Charte des Nations Unies, est ainsi la règle qui a été suivie par le Gouvernement français." [814ème séance, par. 105.] Cette règle demeure toujours la nôtre. Depuis, en effet, la Conférence de Brazzaville, en janvier 1944, en pleine guerre mondiale, en passant par la Constitution de 1946 qui créait l'Union française, la loi-cadre de 1956, l'immense référendum de 1958, la Communauté

et l'accession à l'indépendance et à la vie internationale de tous ces nouveaux Etats présents ici parmi nous, nos égaux, et malgré les péripéties, retards ou précipitations, que les réalités et les hommes rendaient sans doute inévitables, c'est une continuité de pensée et d'action dans le dessein français qui nous permet d'accueillir avec sérénité les critiques, surtout quand elles sont prononcées en notre langue, et avec confiance le jugement de l'histoire.

29. Nous n'avons pas attendu la Déclaration pour savoir où nous voulions aller, ce que nous voulions faire, et pour le faire. Qu'il s'agisse des territoires sous tutelle ou des territoires non autonomes, nous avons préparé l'autodétermination par l'autogestion, et si nous ne prétendons pas imposer la généralisation de notre conception, du moins avons-nous la fierté de penser que cette méthode a épargné bien des tâtonnements et des crises aux peuples dont nous avons la charge et qui sont maintenant les seuls maîtres de leur destin.

30. Nous avons donc scrupuleusement rempli les prescriptions de la Charte des Nations Unies dans son esprit comme dans sa lettre, celles du Chapitre XI qui impliquaient la transmission de renseignements au Secrétaire général de notre organisation, comme celles des Chapitres XII et XIII qui prévoyaient la surveillance par les Nations Unies de l'administration de tutelle. Je voudrais relever à cette occasion que certains de nos territoires d'outre-mer auxquels il a été fait incidemment allusion par des délégations probablement mal informées ont atteint leur complète autonomie. C'est librement qu'ils ont choisi leur statut actuel, après les mêmes consultations démocratiques que celles qui ont engagé d'autres territoires dans des évolutions différentes. Leurs habitants bénéficient de garanties et de droits égaux à ceux de tous nos concitoyens: suffrage universel des hommes et des femmes, représentation librement élue, institutions démocratiques.

31. Parce que notre tâche est accomplie, et nous pensons bien accomplie, et parce que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance nous apparaît, en ce qui nous concerne, comme le couronnement d'une évolution déjà réalisée et non comme un point de départ, nous ne sommes que plus à l'aise pour faire, à l'égard d'une résolution dont nous approuvons l'inspiration, quelques remarques.

32. Certains de nos amis — et nous en comptons, dans tous les continents, de nombreux — nous ont dit en nous demandant notre vote: "Cette résolution ne vous gêne pas, elle ne vous concerne pas." Cela est vrai, sinon dans la mesure où les 103 Etats Membres de notre organisation sont intéressés à établir dans la vie des peuples un peu plus de sécurité, un peu plus de clarté, un peu plus de justice, un peu plus de bien-être. Si, par conséquent, nous ne sommes pas directement concernés — ou comme on dit ici: si nous ne sommes pas "visés" —, ce n'est pas une raison pour être indifférents à un certain nombre de principes qui nous tiennent à cœur parce qu'ils sont le fondement même de notre organisation, qu'ils en permettent le développement et le progrès et qu'ils sont une garantie pour tous les Etats Membres.

33. Nous avons eu l'occasion de développer ce point de vue dans les différentes commissions de l'Assemblée et à propos d'autres problèmes ou de problèmes analogues. Pour nous, la Charte demeure la Charte; c'est notre constitution, et il n'est pas possible de l'interpréter ou même de l'amender par le biais de

résolutions. Si l'on considère que la Charte est insuffisante, parce que le monde depuis 16 ans s'est transformé, qu'il y a des lacunes à combler ou des corrections à apporter, si, comme l'a dit à cette tribune M. Vakil, délégué de l'Iran [1061ème séance], en termes excellents, on pense que le succès ou l'échec de notre organisation dépend de la façon dont elle s'adapte aux besoins du temps, il faut alors reviser la Charte selon les procédures légales prévues à cet effet.

34. Qu'un tel problème se pose à propos du projet de résolution qui nous est présenté, et encore davantage à propos du projet de résolution introduit par notre collègue du Mexique [A/L.369], cela n'est pas contestable. Plusieurs délégations l'ont souligné, même si elles ont abouti à des conclusions différentes des nôtres. Je pense, en particulier, à l'analyse si précise du représentant de la Colombie, M. Noriega [1054ème séance], devant notre assemblée, à l'exposé circonstancié du représentant du Japon, M. Miyazaki, un des coauteurs de la résolution africano-asiatique, qui a déclaré ici même: "La tendance prévaut de plus en plus de suggérer d'appliquer aux territoires non autonomes les dispositions primitivement prévues pour les territoires sous tutelle." [Voir 1054ème séance, par. 176*.]

35. Le problème est bien posé, et c'est dans la mesure où les projets de résolution en question tentent de le trancher par des procédures qui nous semblent contestables, parce qu'elles s'écartent de celles prévues par la Charte, que nous croyons devoir formuler expressément des réserves d'ordre constitutionnel et juridique. Que l'on ne vienne surtout pas nous accuser de formalisme ou de juridisme; il est normal dans notre organisation d'invoquer le droit, et depuis 2 000 ans, c'est-à-dire depuis que nous-mêmes avons été colonisés, nous sommes les héritiers d'une certaine conception latine, voire romaine, du droit des gens et des nations, de la foi dans les chartes et les traités, de la fidélité aux engagements pris et du respect de la signature donnée.

36. Voilà la raison pour laquelle nous ne pouvons donner notre approbation complète au projet de résolution africano-asiatique qui nous est soumis. Cette expression de nos principes juridiques ne préjuge pas du désir de notre délégation de favoriser la recherche de solutions pragmatiques. Nous ne nous opposerons pas, en tout cas, à ce que le projet de résolution des 38 puissances soit adopté à l'unanimité.

37. Le PRESIDENT: Avant de donner la parole aux orateurs suivants, je me dois de signaler à l'Assemblée générale que nous avons prévu, pour terminer la discussion et le vote des deux points actuels, une séance d'après-midi et une séance du soir. La liste des orateurs inscrits pour les explications de vote est en train de s'allonger. Je dois donc clore cette liste avant le vote, c'est-à-dire dans une demi-heure, sauf objection de la part de l'Assemblée. Pour faciliter l'achèvement de nos travaux sur ce sujet, j'ai l'intention de continuer la séance, jusqu'aux environs de 7 heures. Si nous pouvons voter sur tous les projets de résolution, j'annulerai la séance du soir; sinon, nous en aurons une, de façon à terminer cette question aujourd'hui.

38. M. ADEEL (Soudan) [traduit de l'anglais]: Si ma délégation n'a pas participé au débat général sur le

point 88 de l'ordre du jour et la partie a du point 22, ce n'est pas que les maux — ou mieux les péchés — du colonialisme nous laissent le moins du monde indifférents. Ces maux et ces péchés ont été dénoncés pendant des années, tant ici qu'ailleurs, au cours de débats approfondis. Nous avons fait clairement entendre notre voix durant ces débats. Il y a quelques semaines encore, le 13 octobre 1961, le chef de l'Etat soudanais, le maréchal Ibrahim Abboud, s'est adressé en ces termes à l'Assemblée générale:

"Nous sommes absolument convaincus que l'une des causes essentielles de tension, qui menacent le monde aujourd'hui et qui représentent une menace directe à la paix et à la sécurité internationales, se trouve être la perpétuation du colonialisme dans ses formes classico-modernes, dans de nombreuses parties du monde." [A/PV.1036, p. 12.]

C'est grâce à la lutte de l'homme contre l'injustice, l'oppression et l'humiliation, et à sa volonté de recouvrer les droits inaliénables que Dieu lui a donnés, que ce monstre dragon est aujourd'hui sinon mort tout à fait, tout au moins dans une espèce de coma.

39. C'est pour débarrasser l'humanité des mortels venins de ce monstre que l'Assemblée générale a pris la décision historique qu'exprime la résolution 1514 (XV). A notre avis, cette résolution, quoique tardive, fait date et n'est dépassée en importance que par la Charte.

40. Mais l'Assemblée générale n'a pas aujourd'hui, d'après nous, à faire l'historique de la question qui a mené à l'adoption de la résolution 1514 (XV); il lui faut plutôt examiner les moyens de la mettre immédiatement en œuvre.

41. C'est dans cet esprit que l'on a soumis diverses propositions à l'examen de l'Assemblée, et j'ai l'intention, dans ma déclaration qui sera fort brève, de dire quelques mots de chacune de ces propositions.

42. Tout d'abord, je ferai quelques remarques sur le projet déposé par les Pays-Bas [A/L.354]. Nous sommes sensibles aux motifs qui ont poussé la délégation néerlandaise à déposer ce projet et à son désir de collaborer avec les Nations Unies à la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV); nous sommes heureux aussi que les Pays-Bas aient voté cette résolution; il nous faut pourtant faire face à certaines difficultés.

43. En premier lieu, on a demandé si la Nouvelle-Guinée néerlandaise — ou Irian occidental — est un territoire non autonome auquel la résolution 1514 (XV) est applicable. L'Indonésie prétend en effet que le territoire en question fait partie intégrante de l'Indonésie, pays souverain et indépendant. L'attitude des deux parties directement intéressées, les Pays-Bas et l'Indonésie, nous semble diamétralement opposée. Elles ne peuvent même pas s'entendre sur le nom du territoire. Etant donné ces divergences fondamentales, nous pensons que le meilleur moyen de résoudre ce problème et de rétablir des relations amicales entre deux Etats Membres — qui ont tant à s'offrir mutuellement — serait de les inciter à reprendre des négociations directes.

44. Le Ministre des affaires étrangères d'Indonésie nous a dit et répété que la proposition néerlandaise est tout à fait inacceptable, car elle aurait, à son avis, pour effet de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Indonésie. Etant donné cette attitude, nous pensons qu'au lieu d'adopter

*Traduction provisoire tirée de l'interprétation.

une résolution contraire à l'avis d'une des parties directement intéressées — et dont la coopération est indispensable au succès de toute proposition destinée à résoudre ce regrettable différend —, l'Assemblée ferait bien de persuader les deux parties d'entamer des négociations immédiates, avec le cas échéant l'aide de l'ONU, en vue de résoudre ce problème. L'Assemblée générale contribuerait ainsi au rétablissement de rapports harmonieux entre deux Membres dévoués de notre organisation. Je me permets de faire cette proposition en raison de l'amitié que mon pays éprouve tant pour l'Indonésie que pour les Pays-Bas.

45. Le projet de résolution A/L.367/Rev.1, déposé à l'origine par l'Inde, semble suivre une voie analogue à la nôtre; nous serons heureux de l'appuyer.

46. En ce qui concerne ce problème particulier, plusieurs Etats africains ont déposé un troisième projet de résolution [A/L.368]. Nous estimons qu'il ne devrait y avoir, qu'il ne peut y avoir ni méfiance ni doute à l'égard des nobles sentiments qui ont dicté cette proposition. Celle-ci — comme celle de l'Inde — met l'accent sur la nécessité d'un accord négocié. De même que la proposition indienne, ce texte voudrait que les parties puissent, dans la reprise de leurs négociations, disposer de l'aide de l'ONU sous une forme ou une autre par l'entremise du Président de l'Assemblée ou du Secrétaire général. Ces deux aspects de la proposition ont notre appui sans réserve.

47. Mais, d'autre part, nous ne pouvons pas nous empêcher de voir dans ce texte certains termes qui peuvent, à notre avis, prêter à une interprétation erronée, ce qui porterait préjudice aux négociations que l'on se propose d'entamer.

48. L'exemple suivant suffira pour illustrer mon argument. Cette proposition est tout entière imprégnée de l'hypothèse que le territoire en question est un territoire auquel s'applique le droit d'autodétermination. Cette conception suscite chez ma délégation les mêmes doutes sérieux que la proposition néerlandaise. Si les Nations Unies admettaient cette idée, cela équivaudrait, selon nous, à porter un jugement sur la prétention de l'Indonésie à la souveraineté sur ce territoire. Nous estimons que l'Assemblée générale n'est pas compétente pour juger les prétentions de ce genre. Si ce texte devait finalement faire l'objet d'un vote, ma délégation voterait dans le sens que je viens d'indiquer.

49. Examinons maintenant le projet soviétique [A/L.355]. J'ai le devoir de dire que, si la teneur générale de ce texte a notre agrément, nous avons pourtant certaines réserves à faire, particulièrement à l'égard du paragraphe 2, qui donne une date limite pour la libération de tous les territoires non autonomes. Ce que nous réclamons énergiquement, c'est la liquidation définitive du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, immédiatement et sans délai.

50. Vous vous rappelez sans doute que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés qui se sont réunis à Belgrade^{1/} avaient mentionné, au cours de leurs délibérations, l'année 1962, mais que l'unanimité finale ne s'était pas faite à ce sujet. La réso-

lution 1514 (XV) elle-même ne mentionne aucune date. Elle dispose simplement:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés ..."

51. Je voudrais souligner, si l'Assemblée me le permet, les mots "à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés". Nous estimons que la détermination des dates est une importante question sur laquelle il faut consulter la population des territoires en cause. Si les Nations Unies fixaient une date sans consulter la population des territoires intéressés, elles agiraient, à notre humble avis, contrairement à l'esprit et à la lettre du paragraphe 5 de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV).

52. Ce serait une façon de procéder à laquelle il nous serait impossible de nous rallier, car, selon notre interprétation de ce paragraphe, il faut consulter la population des territoires non autonomes en question sur un problème aussi important que celui de la date où ils veulent accéder à l'indépendance. Cette date, c'est à eux de la choisir. Nous espérons que ce choix se fera le plus tôt possible, mais ne leur imposons pas notre volonté. A la présente session, l'Assemblée générale devrait, selon nous, examiner non pas tellement la question des dates que celle des moyens et des dispositifs à mettre en place et de la procédure à adopter pour assurer l'application rapide de la résolution 1514 (XV).

53. Le projet de résolution des 38 puissances [A/L.366 et Add.1 à 3] nous semble répondre à cette conception. Nous aurions voulu être coauteurs de ce projet, mais certains doutes exprimés quant à la composition du Comité spécial dont il est question au paragraphe 3 de cette résolution nous ont obligés à adopter une attitude plus réservée. Etant donné l'ampleur du sujet à examiner et le temps imparti au comité qui aurait à l'étudier, nous croyons qu'un comité plus restreint serait préférable. Cette réserve faite, nous serons heureux d'appuyer ce projet, car nous estimons que c'est le plus réalisable de tous les projets soumis jusqu'à présent à l'Assemblée.

54. En ce qui concerne le projet mexicain [A/L.369], ma délégation fera la remarque suivante. En premier lieu, nous estimons que, si l'Assemblée adopte, comme nous l'espérons, les propositions africano-asiatiques consignées dans le document A/L.366 et Add.1 à 3, la proposition mexicaine deviendra superflue. En second lieu, nous devons faire certaines réserves de base à l'égard de certaines dispositions de ce projet. Nos principales objections concernent l'interprétation que l'on pourrait éventuellement donner aux paragraphes 2 et 3. Nous estimons que ces paragraphes soulèvent des problèmes qui prêtent à la controverse. Si cette proposition est mise aux voix, je vous demanderai de bien vouloir soumettre ces deux paragraphes à un vote séparé.

55. M. SCHURMANN (Pays-Bas) [traduit de l'anglais]: Etant donné que nous en sommes à l'examen des projets de résolution présentés au titre du point 88 et de la partie a du point 22 de notre ordre du jour, ma délégation voudrait indiquer nettement sa position à l'égard de ces textes.

56. Tout d'abord, nous sommes saisis du projet de résolution A/L.366 et Add.1 à 3, dont 38 pays d'Afrique

^{1/} Du 1er au 6 septembre 1961.

et d'Asie sont coauteurs. Aux termes de ce texte, l'Assemblée nommerait un comité spécial dont la tâche serait d'étudier l'application de la Déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, de faire des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre, et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa dix-septième session.

57. Au cours de ses diverses interventions, ma délégation a déjà appuyé sans réserve les mesures de mise en œuvre de la résolution 1514 (XV), pour laquelle nous avons voté l'année dernière sans aucune équivoque. Au point où en sont les débats, nous tenons simplement à déclarer que nous voterons de tout cœur, et sans aucune réserve, le projet des 38 puissances.

58. Ce que je viens de dire du projet africano-asiatique s'applique également au projet mexicain [A/L.369]. En fait, ce texte envisage d'appliquer à tous les territoires non autonomes les mesures que les Pays-Bas ont volontairement proposé d'appliquer au seul territoire non autonome qui soit encore sous administration néerlandaise, la Nouvelle-Guinée occidentale.

59. Nous sommes ensuite saisis de trois projets relatifs à l'application à la Nouvelle-Guinée néerlandaise de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le premier de ces documents [A/L.354] émane des Pays-Bas eux-mêmes. Ce projet de résolution vise, en substance, à appliquer à la population de la Nouvelle-Guinée occidentale le principe posé au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1514 (XV), lequel, je me permets de le rappeler à l'Assemblée, dispose:

"2. Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel."

60. Si notre projet de résolution était adopté, une commission de l'ONU se rendrait en Nouvelle-Guinée occidentale et ferait rapport à l'Assemblée à sa prochaine session, sur nos propositions, dont la plus importante est que nous prêts à transférer notre souveraineté à la population de la Nouvelle-Guinée occidentale aussitôt que l'ONU sera en mesure de l'aider à administrer le territoire. Les Nations Unies constitueront une autorité internationale à cet effet et la population de la Nouvelle-Guinée occidentale, dès qu'elle sera capable d'exprimer sa volonté et prête à le faire, pourra, sous le contrôle de l'ONU, décider de se joindre à l'Indonésie ou adopter tout autre statut politique de son choix.

61. Les avantages que présente l'adoption de notre projet de résolution sont les suivants. Premièrement, ce texte reflète de la façon la plus précise et la plus stricte possible la lettre et l'esprit de tous les principes, règlements et directives qui figurent dans la Charte des Nations Unies ainsi que dans toutes les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale au cours des années écoulées. Deuxièmement, il met fin, de façon pacifique, honorable et appropriée, à notre différend avec l'Indonésie et ouvre la voie à des relations meilleures et plus amicales entre nos deux pays. Et troisièmement, il sera une première preuve et une preuve convaincante de la justesse des principes énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de la possibilité pratique d'appliquer ces principes.

62. Notre projet de résolution a pour objet de sauvegarder et de protéger les intérêts du peuple papou, qui se tourne vers l'Assemblée avec espoir et confiance: il attend avec espoir que ses aspirations légitimes à l'autodétermination soient entendues; il attend avec confiance que les membres de l'Assemblée générale observent les principes de la Charte en lui rendant justice.

63. Je n'en dirai pas plus pour recommander l'adoption de notre projet de résolution.

64. Je passe maintenant au projet de résolution déposé à l'origine par la délégation indienne [A/L.367/Rev.1]. Je dirai d'emblée que ce projet est pour nous totalement inacceptable, et nous prions instamment tous les membres de l'Assemblée de voter contre. Voici pourquoi: ce projet, qui ne fait que reprendre les anciens projets de résolution déposés en vain par l'Indonésie en 1954, en 1956 et en 1957, présente un vice évident. Ce vice éclatant et, dirai-je, presque incroyable, est qu'en traitant de l'avenir de la Nouvelle-Guinée occidentale, ce document ne mentionne même pas la seule partie qui ait le droit de décider de cet avenir: le peuple papou lui-même.

65. Il invite l'Indonésie et les Pays-Bas à régler entre eux l'avenir du peuple papou, comme si ce peuple et son territoire étaient un objet dont d'autres peuvent disposer à leur gré. Mon gouvernement ne saurait être ni ne sera partie à une transaction de ce genre.

66. En déposant son projet de résolution, le Ministre indien de la défense nationale a trouvé bon de traiter comme une mauvaise plaisanterie le droit d'autodétermination; il l'a ridiculisé en disant que, si tout pays devait se soumettre à la doctrine de l'autodétermination, chaque village et chaque municipalité devraient devenir indépendants.

67. En d'autres occasions, nous avons entendu le représentant de l'Inde, M. Menon, déployer toute son éloquence à propos de ce même principe d'autodétermination qu'il méprise tant à l'heure actuelle. Pour nous — comme pour les autres membres de l'Assemblée, je l'espère — ce sujet mérite un examen sérieux. C'est pourquoi, je préfère rappeler à l'Assemblée générale ce qu'avait répondu, le 17 juin 1950, l'éminent Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, quand on lui avait demandé son opinion sur la question de la Nouvelle-Guinée; pour lui, le critère décisif était le suivant: "Qu'est-ce qui est bon pour la Nouvelle-Guinée et que veut sa population?" Telles ont été les paroles de M. Nehru.

68. Il semble que M. Menon se soit écarté de la thèse de son premier ministre et aussi, semble-t-il, de l'opinion de son propre pays. Pour vous le prouver, permettez-moi de citer l'article paru le 14 novembre 1961 dans le *Hindustan Times* de New Delhi, un des journaux les plus influents de l'Inde. Voici ce qu'il disait:

"C'est au Gouvernement indonésien qu'il appartient de répondre, maintenant que les Hollandais ont offert de confier l'administration du territoire à l'ONU, à condition que l'ONU garantisse à la population le droit d'autodétermination.

"Un interrègne de l'ONU ne serait acceptable pour le Gouvernement indonésien que si le territoire lui était finalement transféré sans consultation populaire. Cette thèse va à l'encontre de notre conception de la démocratie. Une lourde responsabilité repose

sur les membres africano-asiatiques, celle des s'inspirer de considérations démocratiques dans la décision qu'ils prendront sur la proposition hollandaise."

69. Le *Hindustan Times* touche au cœur même de la question. L'autodétermination et les considérations démocratiques devraient être les principes directeurs de la décision de l'Assemblée générale. Le projet indien méconnaît et viole ces principes, et ses termes sont incompatibles avec les stipulations explicites de la Charte et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ainsi qu'avec les objectifs du projet néerlandais. Adopter ce projet de résolution équivaldrait donc à rejeter les propositions néerlandaises. Ma délégation votera contre ce projet de résolution et espère qu'il ne sera pas adopté.

70. Enfin, nous sommes saisis d'un autre projet de résolution [A/L.368], déposé par les délégations suivantes: Cameroun, Congo (Brazzaville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Ce projet est, à notre avis, un ingénieux essai de combiner les principes énoncés dans le projet néerlandais avec l'idée indonésienne des négociations, telle qu'elle figure dans le projet indien, mais de façon à échapper aux défauts du projet indien.

71. Ce texte ne nous donne pas la satisfaction que nous procurerait l'adoption de notre propre projet [A/L.354]; mais ma délégation, voulant montrer qu'elle apprécie les sérieux efforts de ses auteurs et faire preuve d'un esprit de bonne entente et de conciliation, est prête à accepter ce projet et à se conformer à la demande exprimée au paragraphe 1. Quant à notre vote sur ce projet de résolution, nous prendrons notre décision après sa présentation et compte tenu de la suite du débat.

72. Ma dernière remarque porte sur le projet de résolution déposé par la Nigéria et le Libéria [A/L.357 et Add.1]. Aborder le problème en fixant des dates pour l'indépendance de tous les peuples d'Afrique — et notamment mentionner une date finale qui doit valoir pour tous les territoires, étant entendu que chaque territoire pourrait avancer cette date — nous semble à la fois juste et pratique. Nous voterons ce texte.

73. Le **PRESIDENT**: Avant de donner la parole aux orateurs suivants, je dois annoncer à l'Assemblée que, conformément à l'annonce que j'ai faite tout à l'heure, nous clôturons la liste des orateurs inscrits pour prendre la parole avant le vote. Elle comporte actuellement 23 orateurs.

74. **M. DJERMAKOYE (Niger)**: En venant présenter à cette tribune le projet de résolution [A/L.368] que nous soumettons à l'approbation de notre assemblée, nous tenons tout d'abord à affirmer, en dépit des interprétations diverses et des commentaires que notre projet a suscités, que notre seul souci est de voir le différend qui oppose actuellement l'Indonésie et les Pays-Bas — des pays Membres de notre organisation — trouver un aboutissement heureux.

75. L'inscription de notre projet de résolution à l'ordre du jour puise sa justification dans le fait que nous nous trouvons auparavant devant deux projets de résolution: celui déposé par les représentants de l'Inde et d'autres puissances [A/L.367/Rev.1] et celui du représentant des Pays-Bas [A/L.354]; aucun n'est accepté par les deux parties. Dans

ces conditions, nous avons été amenés à rechercher une solution intermédiaire qui pourrait servir de base de discussion aux parties directement intéressées à la question de la Nouvelle-Guinée.

76. Les parties intéressées à cette question négocient depuis bientôt 12 ans afin de trouver un règlement de leur différend et, à notre connaissance, jusqu'à ce jour, aucun élément nouveau ne semble avoir été introduit en vue d'un rapprochement. En effet, les Pays-Bas, pays colonisateur, revendiquent la souveraineté sur la Nouvelle-Guinée et se disposent à faire appel à l'Organisation des Nations Unies au moyen d'un projet de résolution, pour transférer cette souveraineté à notre organisation, afin d'amener ainsi la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination. L'Indonésie, cependant, considère que la Nouvelle-Guinée est partie intégrante de son territoire et demande la reconnaissance de sa souveraineté sur elle. Voilà où réside la controverse sur laquelle il faut pouvoir se prononcer avant d'aller plus loin.

77. Dans cette controverse, ce qui nous a beaucoup surpris, c'est qu'une des parties intéressées ne demande pas l'avis des populations de la Nouvelle-Guinée. C'était par là qu'on aurait dû d'abord commencer pour que toute équivoque fût levée. C'est aux populations de la Nouvelle-Guinée seules qu'il appartient de dire, en l'état actuel des choses, qui est habilité à revendiquer la souveraineté de son sol avant qu'elles-mêmes ne se prononcent, par voie de référendum ou par toute autre voie, sur leur propre sort. Il faudrait en convenir dans cette controverse: la voix des populations de la Nouvelle-Guinée ne devrait, en aucun cas, être négligée.

78. Qu'il me soit permis d'insister sur ce point: un des principes fondamentaux proclamé dans la Charte des Nations Unies est précisément la sauvegarde et la garantie de la libre détermination des peuples. Notre projet de résolution [A/L.363] ne trouve son sens et son fondement que dans cette préoccupation. Mais avant d'aller plus loin, il faudrait que les parties intéressées en conviennent. C'est pour cette raison que nous avons jugé utile de demander à l'Indonésie et aux Pays-Bas de reprendre les négociations sur cette base et de trouver une solution afin que la paix et la sécurité internationales déjà compromises comme on le sait, par toutes sortes de conflits, puissent être sauvegardées dans cette région du monde.

79. Certes, m'objectera-t-on, les négociations durent depuis des années. A cela je répondrai simplement qu'elles ont peut-être été mal engagées et que les deux parties restant chacune dans sa tour d'ivoire ne veulent pas se mettre à l'échelle des réalités qui commandent le monde. C'est pour cela que nous avons demandé tout d'abord la reprise des négociations qui devront aboutir, si les parties sont animées de bonne volonté, à une conclusion heureuse dans un laps de temps relativement court. Ces négociations, puisqu'il faut qu'elles aient lieu entre les gouvernements des deux parties intéressées, devront se poursuivre grâce aux bons offices du Secrétaire général qui diligentera les réunions; et, connaissant les qualités de cœur et d'esprit du Secrétaire général, je suis persuadé que tout sera mis en œuvre pour que, par la voie de négociations pacifiques, une solution à ce conflit puisse être trouvée avant la date même que nous avons cru devoir proposer pour marquer la fin des négociations.

80. S'il en était autrement — ce que, bien sûr, nous ne souhaitons pas — nous aimerions qu'une commission, que nous désignerions au cours de cette session

de l'Assemblée, aille sur place étudier la situation politique, économique et sociale de la Nouvelle-Guinée. Cette commission, une fois profondément pénétrée de l'objectif qui lui est assigné, ferait un rapport à la dix-septième session de l'Assemblée générale. Ainsi, notre organisation pourra décider en toute connaissance de cause de confier l'avenir des populations de la Nouvelle-Guinée à telle ou telle organisation internationale, étant bien entendu qu'à chaque moment les populations pourront se prononcer librement sur le genre de statut national et international qui, à leur avis, sera en mesure de satisfaire leurs propres aspirations.

81. Telle est, en toute simplicité, l'idée qui nous a conduits à déposer notre projet de résolution devant l'Assemblée. Elle n'a pas la prétention d'être une innovation, mais elle est conforme aux principes que nous n'avons jamais cessé de prôner en vue de la décolonisation de l'Afrique et de tous les pays non autonomes placés sous une domination étrangère. Négociations, autodétermination, respect de la personnalité des peuples et de leurs frontières: telles sont les conditions de vie dans lesquelles l'humanité avide de paix devrait résolument s'engager.

82. Notre souhait le plus sincère est que tous ceux qui sont épris de paix et de justice apportent leur appui à notre projet de résolution, dont le seul but est de garantir la sécurité internationale, le bonheur et l'avenir de l'humanité.

83. C'est pour toutes ces raisons que je me permettrai de demander à l'Assemblée d'accorder la priorité absolue à notre projet de résolution sur tout autre projet relatif à la Nouvelle-Guinée occidentale.

M. Rossides (Chypre), vice-président, prend la présidence.

84. M. JHA (Inde) [traduit de l'anglais]: Au cours d'un débat fort long et parfois épuisant, nous avons étudié l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nous en sommes maintenant arrivés au moment où il faut examiner et mettre aux voix les résolutions dont l'Assemblée est saisie. Je voudrais donc, avec votre permission, Monsieur le Président, indiquer l'attitude de ma délégation à l'égard de ces différents textes.

85. Il y a deux projets de résolution, l'un déposé par l'Union soviétique [A/L.355], l'autre par la Nigéria et le Libéria [A/L.357 et Add.1] — il y en a même un troisième [A/L.369] déposé plus tard par le Mexique et dont je parlerai tout à l'heure — qui ne concernent aucun territoire en particulier, mais visent simplement à avancer l'application de la résolution 1514 (XV) aux pays coloniaux et aux territoires non autonomes en général. Ces projets de résolution découlent logiquement de la résolution 1514 (XV), mais expriment quelques idées divergentes à l'égard de ce que l'on appelle d'une façon générale la date limite de l'indépendance.

86. Selon le projet soviétique [A/L.355], l'Assemblée générale déclarerait notamment:

"Que la liquidation définitive et inconditionnelle du colonialisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, devra être achevée à la fin de 1962 au plus tard."

87. Le projet de résolution déposé par le Ministre des affaires étrangères de Nigéria mentionne spécifiquement

les territoires et peuples coloniaux ou non autonomes d'Afrique, et proclame solennellement:

"Que tous les territoires et peuples coloniaux, dépendants ou non autonomes d'Afrique doivent accéder à l'indépendance d'ici le 1er décembre 1970 au plus tard."

88. Le fait même que nous soyons en présence de deux dates limites, assez éloignées l'une de l'autre, et que ces deux propositions viennent de délégations dont l'empressement à mettre fin au colonialisme est certain et bien connu montre combien il est difficile de fixer une date limite. Le chef de notre délégation, M. Krishna Menon, a exprimé le 20 novembre l'avis du Gouvernement indien sur la fixation de pareilles dates:

"Notre attitude est — a-t-il dit — que l'indépendance doit être immédiate. Nous ne voulons pas suivre le calendrier." [1058ème séance, par. 160.]

89. Il est difficile de choisir une date limite (1962, 1970 ou une date intermédiaire), car tout délai risque d'être trop long dans certains cas et trop court peut-être dans d'autres, quand il s'agit de faire le nécessaire pour la remise des pouvoirs: consultation du peuple, et ainsi de suite. En outre, l'Assemblée, en fixant une date limite, prendrait, il me semble, une certaine attitude protectrice et paternaliste, et méconnaîtrait dans une certaine mesure les vœux des peuples intéressés. Car c'est à la population du territoire qu'il appartient, après tout, de déterminer comment et quand elle prendra la suite de son suzerain colonial. A supposer que l'on prenne pour date limite 1962 — et les dates limites tendent à devenir des dates fixes —, elle risque d'être trop lointaine pour les pays déjà mûrs pour l'indépendance qu'ils devraient avoir depuis longtemps déjà, avec la liberté que les puissances coloniales leur ont opiniâtement refusée pendant de longues années.

90. Selon nous, ce que l'Assemblée générale pourrait faire de mieux serait d'user de tout son crédit et de toute son influence pour que des mesures soient prises immédiatement en vue du transfert de tous les pouvoirs aux peuples intéressés, conformément à leur désir librement exprimé, comme le prévoit d'ailleurs la résolution 1514 (XV).

91. Il est significatif, à cet égard, que la Conférence qui s'est tenue récemment à Belgrade^{2/} ait jugé plus sage de ne pas fixer de date limite, mais de réclamer une indépendance qui suivrait le cours des événements.

92. Nous estimons donc que l'Assemblée ne devrait pas, en fixant une date limite, se lier les mains ou entraver le cours des événements dans les pays coloniaux et les territoires non autonomes. Le mieux serait que nous persistions à réclamer aux puissances coloniales de prendre des mesures immédiates en vue de l'application de la résolution 1514 (XV), et ma délégation, tout en appréciant sans réserve la sincérité qui anime les deux projets de résolution et tout en approuvant pratiquement tous les termes de ces projets, ne pourra pas donner son appui à l'une ou l'autre des dates limites qu'ils prévoient.

93. Il y a deux jours, la délégation mexicaine a déposé un projet de résolution [A/L.369]. Nous avons, comme bien d'autres membres de l'Assemblée, un très grand respect pour la délégation mexicaine, en

^{2/} Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 1er au 6 septembre 1961.

raison de l'attitude libérale qu'elle a toujours adoptée et de l'intérêt qu'elle a pris à tout ce qui s'est fait en faveur de la liberté des peuples coloniaux ou non autonomes. Nous estimons cependant que le dispositif de ce projet de résolution cherche à établir des principes et des modalités qui devraient, à vrai dire, faire l'objet d'une étude poussée de la part du comité spécial dont le projet du Mexique et celui des pays africano-asiatiques [A/L.366 et Add.1 à 3] prévoient la constitution.

94. Dans le projet de résolution des pays africano-asiatiques, la question est prudemment et volontairement évoquée, en termes généraux, au paragraphe 4:

"Prie le Comité spécial d'étudier l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, de formuler des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre, et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa dix-septième session."

95. Après plusieurs semaines d'examen au sein du groupe de pays qui — dois-je le rappeler — représente une grande partie de cette assemblée, nous pensons que le mieux serait de laisser l'initiative générale au comité spécial envisagé, sans le lier par aucun mandat défini, ni lui indiquer exactement sa tâche et quel genre de recommandations il lui faudra adresser à l'Assemblée générale en exécution de son mandat.

96. En outre, d'autres difficultés se présentent à propos des paragraphes du dispositif du projet mexicain de résolution. Je n'en signalerai qu'une ou deux. A l'alinéa a du paragraphe 1 du dispositif, on lit, par exemple, qu'une des attributions du comité spécial serait la suivante:

"Examiner tous les cas de territoires non autonomes, qu'il s'agisse de territoires coloniaux ou de territoires placés sous tutelle internationale et administrés par une puissance, afin de signaler quels sont parmi eux ceux qui sont déjà en mesure d'accéder immédiatement à l'indépendance complète."

Ma délégation estime que c'est là demander un peu trop à un comité. Un comité ne devrait pas avoir pour tâche de déterminer, en ce qui concerne les différents territoires, si tel ou tel d'entre eux est mûr pour l'indépendance, ou à quelle date il le sera. C'est là, estimons-nous, une attitude paternaliste. Nous croyons qu'il appartient à la population des territoires, à ses dirigeants politiques, de déterminer avec les puissances coloniales, par la discussion, la négociation ou même parfois par le recours aux armes — tel a été le cas dans certains territoires coloniaux — la date et les modalités de la remise des pouvoirs.

97. L'Assemblée risquerait de s'attirer de grandes difficultés de la part des dirigeants et des partis politiques des territoires non autonomes si elle devait indiquer des dates ou dire à quel moment, d'après elle, tel ou tel territoire serait mûr ou non pour l'indépendance.

98. Je ne vais pas poursuivre l'examen des diverses clauses qui figurent dans le premier, le deuxième et le troisième paragraphe du projet mexicain. Pris isolément, chacun de ces paragraphes pourrait n'être pas tellement critiquable, ou du moins il pourrait, dans certains cas particuliers, fournir la bonne solution. Mais nous ne pensons pas que ce soit là le genre de directives que l'on devrait donner, au point du moins où nous en sommes, au comité spécial que

nous chargerions d'examiner toute la question de l'application de la résolution 1514 (XV). Avec beaucoup de regret et aussi avec tout le respect que nous avons pour la délégation mexicaine, nous ne pourrions pas appuyer son projet de résolution. Nous espérons que le projet des pays africano-asiatiques, dont le texte, soigneusement rédigé après avoir été mûrement pesé, a réuni un grand nombre de coauteurs, recevra l'approbation de l'Assemblée.

99. J'en viens maintenant à la question de l'Irian occidental. Qu'il me soit permis de dire, en premier lieu, qu'étant donné l'importance de cette question, son historique et le long différend qu'elle a suscité entre l'Indonésie et les Pays-Bas, étant donné aussi que l'Assemblée générale l'a examinée dans le passé comme un point séparé, nous aurions préféré que cette affaire ne nous arrive pas incidemment, en quelque sorte, et à l'occasion de la question générale de l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée. La question n'est pas si simple. Selon nous, l'Assemblée générale doit faire preuve de prudence et de circonspection à son égard, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'un différend considérable entre deux Etats Membres, différend qui a soulevé des passions aussi bien en Indonésie qu'aux Pays-Bas, et peut-être dans d'autres pays.

100. Puisque le représentant des Pays-Bas s'est montré assez dur à l'égard de notre projet de résolution et a peut-être douté de nos motifs, il va me falloir m'étendre sur le projet néerlandais un peu plus peut-être que je ne l'aurais souhaité et indiquer très exactement notre attitude à l'Assemblée. L'Irian occidental a fait, pendant plus de 350 ans, partie intégrante des Indes orientales néerlandaises, entité clairement reconnue et reconnaissable. Après la seconde guerre mondiale, les Indonésiens ont mené une lutte acharnée contre la puissance coloniale et, les bons offices de l'ONU ayant permis de mettre fin aux hostilités et d'arriver à un règlement, l'Indonésie a obtenu son indépendance. L'instrument de la remise des pouvoirs est la Charte de transfert de la souveraineté^{3/} qui figure dans l'Accord de 1949 conclu à la Conférence de la table ronde.

101. Le tout premier article de la partie de l'Accord qui s'intitule "Charte de transfert de la souveraineté" dispose:

"Le Royaume des Pays-Bas transfère à la République des Etats-Unis d'Indonésie, de façon inconditionnelle et irrévocable, l'entière souveraineté sur l'Indonésie et par là même reconnaît ladite République des Etats-Unis d'Indonésie comme un Etat indépendant et souverain."

102. Le paragraphe 2 de l'article premier est lui aussi important à cet égard:

"La République des Etats-Unis d'Indonésie accepte ladite souveraineté dans le cadre des dispositions de sa Constitution dont le texte a été porté, sous forme de projet, à la connaissance du Royaume des Pays-Bas."

103. L'alinéa f de l'article 2 de la Charte de transfert de souveraineté prévoit ce qui suit au sujet de la résidence de Nouvelle-Guinée:

"Il est décidé que le *statu quo* sera maintenu en ce qui concerne la résidence de Nouvelle-Guinée,

^{3/} Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 69, 1950, No 894, p. 207.

étant entendu que, dans un délai d'un an à compter de la date du transfert de la souveraineté à la République des Etats-Unis d'Indonésie, la question du statut politique de la Nouvelle-Guinée sera réglée par voie de négociations entre la République des Etats-Unis d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas."

104. Plus tard, le 2 novembre 1949, après un échange de lettres, il a été reconnu que la clause "le statu quo sera maintenu en ce qui concerne la résidence de Nouvelle-Guinée" signifiait "sous le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas".

105. Qu'allons-nous faire de ces documents de base et de ces faits? Nous ne pouvons pas les ignorer tout simplement. Selon le paragraphe 1 de l'article premier de la Charte de transfert de la souveraineté "le Royaume des Pays-Bas transfère à la République des Etats-Unis d'Indonésie, de façon inconditionnelle et irrévocable, l'entière souveraineté sur l'Indonésie", c'est-à-dire les Indes néerlandaises et "la République des Etats-Unis d'Indonésie accepte ladite souveraineté dans le cadre des dispositions de sa constitution dont le texte a été porté, sous forme de projet, à la connaissance du Royaume des Pays-Bas". Cette constitution s'étendait à l'ensemble des territoires des Indes orientales néerlandaises. Et dans un délai d'un an après la date du transfert de la souveraineté complète à la République — transfert, je le répète, inconditionnel et irrévocable —, la question du statut politique de la Nouvelle-Guinée devait être réglée par voie de négociations bilatérales..

106. Nous n'avons pas ici à arbitrer les revendications rivales de l'Indonésie et des Pays-Bas quant à la souveraineté sur l'Irian occidental. Nous n'avons pas compétence pour cela et, d'ailleurs, l'Assemblée générale non plus. Nous pensons que chacun de nous est en droit d'avoir sa propre opinion et de former son propre jugement. Ma délégation estime que ce qui a été transféré à l'Indonésie, c'est la souveraineté complète, sans réserve ni condition, sur l'ensemble du territoire des Indes orientales néerlandaises. Par conséquent, la souveraineté sur l'Irian occidental, puisque ce territoire faisait partie intégrante des Indes orientales néerlandaises, est passée à l'Indonésie. Ce que l'Indonésie n'a pas reçu, c'est l'administration de l'Irian occidental, qui est demeurée entre les mains des Pays-Bas, et c'est la question du statut politique mais non pas celle de la souveraineté de la Nouvelle-Guinée qui devait faire l'objet de négociations et de discussions ultérieures. Il y a quelques années, ces négociations ont été entamées à plusieurs reprises, mais sans succès. Il a cependant été réaffirmé plus d'une fois qu'il ne devrait être apporté aucun changement à l'actuel statut politique de l'Irian occidental sans l'accord exprès des parties en cause.

107. Mais voilà que les Pays-Bas ne sont plus d'accord sur ce point; ils estiment que la Charte de 1949 maintenait la souveraineté néerlandaise sur l'Irian occidental en attendant un accord ultérieur. Il est des membres de l'Assemblée qui partagent sans doute l'avis des Pays-Bas. Nombreux sont, d'un autre côté, ceux qui reconnaissent, comme nous, la souveraineté indonésienne sur l'Irian occidental. En mettant les choses au mieux ou au pire, il est impossible de nier objectivement l'existence d'un différend de longue date et encore irrésolu entre les Pays-Bas et l'Indonésie. C'est ce qui rend très complexe cette affaire et exige que l'Assemblée générale l'examine

avec prudence et sagesse si elle ne veut pas contribuer à créer de sérieuses difficultés dans cette région du monde.

108. Du point de vue de l'Assemblée générale, la question de la souveraineté sur l'Irian occidental n'aurait pas de conséquences importantes en elle-même si elle ne faisait pas l'objet des propositions faites ici par la délégation néerlandaise et du projet de résolution des 13 puissances [A/L.368], lequel est, aux yeux de ma délégation, une variante adoucie des propositions néerlandaises.

109. Examinons tout d'abord les propositions néerlandaises. Qu'il me soit permis de dire, en premier lieu, que nous devons les étudier avec soin et que, dans la mesure où elles expriment le désir que ce pays a d'abandonner l'administration de la Nouvelle-Guinée et de mettre fin à son empire, nous les accueillons favorablement et y sommes sensibles. Mais il y a, dans le texte néerlandais, d'autres éléments qu'il faut examiner d'une manière particulièrement méticuleuse. Tout d'abord, ce projet de résolution [A/L.354] part de l'hypothèse — les termes du cinquième alinéa de son préambule ne laissent aucun doute à cet égard — que les Pays-Bas ont la souveraineté sur l'Irian occidental. Il n'en est pas ainsi, d'après nous; en tout cas, la question de la souveraineté fait l'objet d'un grave différend. Ensuite, le projet néerlandais demande, en principe, que les Nations Unies approuvent une administration de l'ONU qui s'effectuerait par le moyen d'une autorité des Nations Unies et un plébiscite qui aurait lieu sous les auspices des Nations Unies, et propose la création d'une commission qui serait chargée de déterminer les modalités et détails d'application de ces principes.

110. Tout cela se ferait sans l'accord ni le consentement de l'Indonésie, dont le projet semble complètement ignorer les revendications. A notre avis, ce n'est pas la bonne façon de régler ce long différend, qui s'est depuis 10 ans montré rebelle à toute solution, a empoisonné les relations entre l'Indonésie et les Pays-Bas et déchaîné en Indonésie et même aux Pays-Bas de profondes passions politiques. Même quand la solution paraît être sage, il faut y arriver de la façon qui est la bonne. Dans une affaire de ce genre, la manière de trouver la solution est aussi importante que la solution elle-même. Nous craignons que, si l'Assemblée générale avait à prendre hâtivement en la matière une décision lourde de conséquences, sans s'efforcer de chercher une solution concertée, elle risquerait de troubler les esprits en Asie du Sud-Est et d'augmenter la tension et les conflits dans cette partie du monde au lieu de les réduire.

111. Nous ne croyons pas que placer l'Irian occidental sous l'administration de l'ONU, même à titre temporaire, serait conforme à la Charte, sauf s'il y a un accord de toutes les parties en cause. La Charte des Nations Unies ne prévoit ni ne permet l'administration des territoires sous l'autorité de l'ONU, sauf dans le cadre du système de tutelle. Il y a de bonnes raisons à cela: l'Organisation s'est créée pour être un centre de règlement pacifique des différends et non pas pour devenir un Etat ou un super-Etat. Avec juste raison, les auteurs de la Charte ne voulaient pas que l'ONU reprenne elle-même la tutelle d'un territoire contre le désir des parties en cause, et risque, de ce fait, de s'attirer l'inimitié d'un Etat ou de l'opinion nationaliste de sa population. Je me permets d'attirer votre attention sur ces vérités évidentes pour vous dire qu'il ne saurait vraiment

être question que l'ONU prenne la responsabilité d'administrer, même à titre d'interim, l'Irian occidental, sans l'accord de l'Indonésie, laquelle, à notre avis, a la souveraineté sur le territoire en question. Une telle initiative ne pourrait d'ailleurs être prise sans une décision unanime ou presque unanime de l'Assemblée et sans le consentement des Pays-Bas qui administrent effectivement le territoire. Agir d'une autre manière reviendrait à contrevenir aux dispositions de la Charte et pourrait entraîner l'ONU dans un conflit sérieux avec certains de ses membres. Les mêmes observations s'appliquent au projet de résolution des 13 puissances. Ce projet n'est pas aussi détaillé que le projet néerlandais, mais le fond en est le même. Il demande à l'Assemblée d'accepter qu'en principe l'ONU prenne en charge l'administration de l'Irian occidental et admette tacitement la souveraineté néerlandaise sur ce territoire. A cet égard, j'aimerais appeler l'attention de l'Assemblée sur le sixième alinéa du préambule de ce projet.

112. Dans ces deux projets de résolution, il est beaucoup question du principe de l'autodétermination. Ce principe est, nous le savons, mentionné dans la Charte, et le droit des peuples non autonomes à disposer d'eux-mêmes est de nouveau mentionné dans la résolution 1514 (XV) que l'Assemblée a adoptée à la quasi-unanimité. Le principe de l'autodétermination tel qu'il est énoncé dans la Charte ne peut s'appliquer qu'en fonction des principes de base de la Charte, notamment du principe de l'égalité souveraine des Etats et de celui du respect de la souveraineté des Etats.

113. Le deuxième alinéa de l'Article premier de la Charte fait état lui-même du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, un moyen de développer les relations amicales entre les nations. Ce que dit en fait la Charte, c'est qu'un des buts de l'ONU est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Il est évident, d'après le libellé de l'article, que l'autodétermination des peuples est un moyen d'établir des relations amicales entre les nations. Nous appuyons le principe de l'autodétermination, mais nous ne saurions admettre qu'on l'applique au territoire et au peuple d'Etats souverains et indépendants ou que l'on s'en serve pour régler des différends sans avoir l'accord des Etats en cause et sans avoir réalisé des conditions convenues.

114. Qu'une petite digression me soit permise. A cette tribune, il y a quelques instants, le représentant des Pays-Bas a vivement critiqué notre projet de résolution [A/L.367/Rev.1], parce que ce texte ne reconnaît pas le principe de l'autodétermination. En fait, il est même allé jusqu'à dire que notre projet ignorait et violait le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je voudrais lui faire observer que ces critiques ne sont pas fondées. Que dit notre projet de résolution? J'aimerais appeler l'attention de l'Assemblée sur ce texte. On n'y trouve pas un seul mot qui puisse donner l'impression que nous sommes opposés au principe de l'autodétermination; au contraire, si on lit le paragraphe 1, on constatera qu'il:

conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies."

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne figure-t-il pas parmi ceux des Nations Unies à l'Article premier de la Charte? Comment peut-on dire alors, puisque nous citons la Charte, que nous commettons la faute impardonnable de passer sous silence ou de violer le principe de l'autodétermination? Je ne peux vraiment pas comprendre cet argument.

115. Le représentant des Pays-Bas a aussi affirmé que notre projet de résolution traite la population comme inexistante ou inerte. On ne trouve rien, dans le projet indien — auquel d'ailleurs un certain nombre d'autres pays se sont associés — qui puisse s'interpréter comme signifiant que la population de l'Irian occidental est inerte. Ce projet de résolution est fort simple: il demande que, sous l'égide du président de l'Assemblée, les parties intéressées engagent des négociations en vue de résoudre cette question conformément à la Charte des Nations Unies.

116. Ce projet de résolution est simple, mais il est sage: il évite les écueils, il ne cherche pas à imposer une solution particulière ou une résolution déterminée par-dessus la tête de l'une ou l'autre des parties en cause. Rien dans ce projet ne peut se comprendre comme préjugant les questions qui pourront se poser au cours des négociations: question de l'autodétermination, question de la souveraineté, ou une autre. Nous avons, dans ce projet de résolution, évité délibérément de poser aucune condition préalable et de rien préjuger, pour permettre aux négociations de se dérouler dans les conditions les plus propices.

117. Le représentant des Pays-Bas a mentionné la déclaration faite il y a quelques jours, du haut de cette même tribune, par M. Krishna Menon (1058ème séance). M. Menon voulait simplement dire que le principe de l'autodétermination ne peut pas s'appliquer à la population d'un territoire souverain. La Charte mentionne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais on ne peut pas morceler la population d'un pays, sinon où irions-nous? Il faudrait alors l'autodétermination dans chaque municipalité, l'autodétermination dans chaque groupe ethnique, linguistique, religieux et ainsi de suite? Assurément, personne ici, aucun représentant d'un Etat souverain ne pourrait accepter une proposition qui permettrait de fractionner en plusieurs groupes la population de cet Etat; le monde a déjà assez de difficultés de ce genre comme cela. Allons-nous appliquer jusqu'à l'absurde le principe de l'autodétermination, si bon qu'il soit, et détruire l'unité et la souveraineté des Etats? Tel est le sens de la déclaration de M. Menon. Nous ne sommes pas opposés au principe de l'autodétermination quand, avec l'accord des parties en cause, il est appliqué dans des conditions et des circonstances propices, mais l'appliquer à tort et à travers, dans tout les différends, jusqu'à amener le morcellement du peuple d'un Etat souverain, est, selon moi, quelque chose que les auteurs de la Charte n'ont certainement jamais eu en vue. Si nous en décidions ainsi, nous créerions un précédent et nous risquerions fort de regretter tous le jour où nous aurions ainsi décidé.

118. Je me suis écarté quelques instants de mon texte, parce que je ne voulais pas que notre proposition donne lieu à aucun malentendu. Les délégations sont libres d'accepter cette proposition ou de la rejeter. Elles sont maîtresses de leur choix. Mais pré-

"Invite instamment les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas à entreprendre de nouvelles négociations, sous l'égide du Président de l'Assemblée générale, en vue de résoudre cette question

tendre que notre projet s'inspire de mauvais motifs, qu'il méconnaît ou viole les dispositions de la Charte ou certains de ses principes, c'est, je le soutiens, une critique qui n'est nullement justifiée.

119. Je passe maintenant au projet de résolution des 13 puissances, lequel, tout en réclamant des négociations, fixe comme date limite le 1er mars 1962 et invite en outre l'Assemblée à désigner une commission qui ferait une enquête au cas où les parties ne seraient pas parvenues à aucun accord à cette date. Ce projet, en dépit de tout le respect que je dois à ses auteurs, lesquels, je l'ai déjà dit, ont certainement examiné le problème avec beaucoup de sincérité, ne nous semble pas aborder la question d'une manière réaliste. Comment peut-on espérer qu'un différend qui dure depuis 10 ans sera réglé en trois mois? Il n'est guère juste d'exercer une telle pression sur les parties en cause et de faire peser sur leurs délibérations la menace d'une commission d'enquête ou de toute autre mesure. Dans la mesure où les 13 auteurs de ce projet reconnaissent le principe des négociations directes, c'est un pas dans la bonne direction, c'est un progrès. Si de telles négociations ont lieu, il est évident que les parties en cause auront les meilleures chances de réussir si aucun délai, aucune condition préalable ou postérieure ne leur sont imposés et si elles peuvent aborder l'une et l'autre l'affaire avec le maximum de souplesse.

120. Ma délégation estime que la seule décision que les Nations Unies puissent prendre est de demander aux parties d'entamer des négociations et d'aider à ces négociations. Quand deux Etats Membres sont immobilisés dans un différend aussi durable que celui-ci, rien ne peut remplacer la négociation. Tout diktat des Nations Unies serait inutile, imprudent et contraire à l'esprit de la Charte. Il n'est pas de cas, à ma connaissance, où les Nations Unies aient cherché à régler un différend entre deux Etats Membres par-dessus la tête de l'un d'eux. A cet égard, puis-je rappeler ce qui s'est passé, récemment, à la Commission politique spéciale au sujet du différend survenu entre l'Italie et l'Autriche à propos du traitement accordé à la population germanophone de Bolzano? L'an dernier, l'Assemblée avait décidé, et cette année la Commission a suivi cet exemple, de n'imposer aucune solution particulière, ni même de préciser aucune méthode de négociation ou de conciliation, sans l'accord des parties intéressées.

121. Pour les raisons que je viens d'indiquer, ma délégation, à son grand regret, devra s'opposer au projet des Pays-Bas ainsi qu'à celui des 13 puissances, si ces textes sont mis aux voix.

122. De notre côté, nous avons soumis à l'Assemblée un projet de résolution [A/L.367/Rev.1] qui porte aussi les signatures de la Bolivie, du Congo (Léopoldville), de la Guinée, du Libéria, du Mali, du Népal, de la République arabe unie et de la Syrie. Dans ce projet, nous ne préjugeons aucun problème, pas plus celui de l'autodétermination que celui du rôle éventuel de l'ONU dans l'Irian occidental. Nous ne pouvions mieux faire, pour assurer aux négociations un maximum de succès, que de les placer sous les auspices du Président de l'Assemblée générale, en qui les deux parties au différend — et bien entendu les autres Etats Membres — ont toute confiance.

123. Les parties intéressées auront, sans aucun doute, pris bonne note des idées exprimées ici par les membres de l'Assemblée. Dans le préambule de notre projet de résolution, nous avons mentionné les

très importantes déclarations du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas et du Ministre des affaires étrangères d'Indonésie. Ces déclarations sont donc enregistrées ici, et il est bien évident qu'il en sera tenu compte dans les négociations. Nous les avons mentionnées toutes deux dans le préambule, sans, bien entendu, indiquer laquelle préférer. Ce n'est pas à nous à nous prononcer à ce sujet.

124. Comme je l'ai dit, les idées exprimées par les membres de l'Assemblée, les déclarations faites par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas et celui de l'Indonésie et par d'autres auront leur influence sur les négociations. Ce n'est que de cette façon que la question de l'Irian occidental aura la meilleure chance d'être résolue, avec ou sans la participation de l'ONU, mais il faut tenir compte des divers aspects de la question, ainsi que des idées exprimées au cours du présent débat.

125. Nous espérons que notre projet de résolution recevra un très large appui et que les auteurs des autres projets ne réclameront pas la mise aux voix. Il est préférable, tout au moins pour le moment, de garder ces autres projets en attente, comme des idées dignes de considérations. C'est pour l'Assemblée générale la meilleure façon de traiter ce difficile et long différend entre deux Etats Membres, différend qui est à l'origine de bien des difficultés et de troubles dans cette région du monde.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

126. M. MIYAZAKI (Japon) [traduit de l'anglais]: Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais évoquer les événements tragiques qui se sont produits récemment au Congo et ont entraîné la mort de 13 militaires italiens qui exécutaient une mission pour le compte de notre organisation. Ma délégation tient à exprimer ses sincères condoléances au peuple italien et à rendre hommage à ses hommes qui ont trouvé au Congo une mort tragique.

127. Il y a deux semaines, ma délégation a eu l'occasion de donner son avis à l'Assemblée [1054^{ème} séance] sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)].

128. Nous voudrions, maintenant, exprimer notre opinion sur les divers projets déposés à ce sujet. Trois de ces projets portent sur la Déclaration en général, un intéresse l'Afrique et trois autres un territoire en particulier.

129. Permettez-moi, tout d'abord, de parler des trois projets de résolution qui intéressent la Déclaration dans son ensemble. Le projet déposé par l'Union soviétique [A/L.355] nous semble difficile à accepter, pour deux raisons. Tout d'abord ce texte propose, au paragraphe 2, une date limite. Ma délégation a déjà dit sans équivoque, lors d'une intervention antérieure devant l'Assemblée, ce qu'elle pense de cette date limite applicable à tous les territoires, quelles que soient les circonstances et conditions particulières. Nous estimons que fixer automatiquement une date limite applicable à tous les territoires sous tutelle et non autonomes n'est pas pratique, car on aura peut-être à constater qu'elle était prématurée ou, au contraire, trop tardive pour l'application de la Déclaration de l'indépendance à tel ou tel des territoires intéressés. La date limite prévue dans le projet soviétique, à savoir la fin de 1962, ne peut que contenir, je le crains, le germe d'accusations acrimonieuses.

130. L'autre raison pour laquelle nous estimons qu'il est difficile d'accepter ce projet réside dans l'alinéa c du paragraphe 3:

"Retirer toutes les troupes des puissances administrantes, licencier toutes les formations paramilitaires non autochtones et liquider intégralement les bases militaires étrangères dans les territoires sous tutelle et les autres territoires non autonomes."

131. Le retrait de toutes les troupes étrangères et la liquidation des bases militaires sont avant tout des mesures de désarmement. Or, le problème du désarmement met en jeu nombre de questions délicates, et ma délégation, après avoir mûrement réfléchi, juge préférable de ne pas introduire les affaires de désarmement dans la question de la décolonisation. Il ne faut pas, sous le couvert de questions coloniales, se mêler de la question du désarmement et y jeter la confusion.

132. C'est pourquoi ma délégation devra voter contre le projet de résolution de l'Union soviétique et contre l'amendement proposé par ce pays dans le document A/L.370.

133. Contrairement au projet soviétique, celui du groupe africano-asiatique [A/L.366 et Add.1 à 3] est entièrement et exclusivement conforme à l'esprit et au texte de la Déclaration. Ce projet se distingue de la proposition soviétique en ce sens qu'il ne s'embarasse ni d'une date limite universelle ni d'un élément hétérogène comme la question du désarmement.

134. Les auteurs de ce projet examinent dans le préambule la situation récente de la décolonisation dans le monde et font des commentaires sur le point où en est l'application de la Déclaration. Le bilan qu'ils dressent de la décolonisation dans le monde nous paraît peut-être plus alarmant, dans l'ensemble, que la réalité, puisqu'ils ne mentionnent pas, par exemple, la récente indépendance du Sierra Leone et celle qu'auront bientôt le Tanganyika, l'Ouganda et le Samoa-Occidental. Tous ces événements dont nous nous félicitons, les auteurs se contentent d'y faire allusion en quelques mots en disant, au quatrième alinéa: "à quelques exceptions près".

135. Dans un projet de résolution de ce genre, il est d'ailleurs normal que les auteurs, souhaitant vivement une prompte et prochaine amélioration de la situation, aient tendance à considérer la question d'un œil critique.

136. Lundi dernier [1058ème séance], le représentant de l'Inde, un des auteurs du projet, en a expliqué, paragraphe par paragraphe, le dispositif. Depuis, beaucoup d'autres délégués ont pris la parole en faveur de ce projet. A vouloir parler en détail de son dispositif, je risquerais des redites. Je serai bref et concentrerai uniquement mon attention sur la proposition de créer un comité spécial.

137. Cette question mérite, en effet, qu'on s'y arrête, car c'est, en somme, l'essentiel du projet de résolution. Ce comité spécial aurait pour objectif et pour mandat d'étudier où en est l'application de la Déclaration, de faire des propositions et recommandations à son sujet et de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa dix-septième session. Un comité similaire est également envisagé dans le projet soviétique. Mais les deux projets de résolution diffèrent considérablement sur un point: la composition du comité. Le projet soviétique reprend l'idée, généralement peu populaire, de la "troïka". Dans le projet africano-

asiatique, la composition du comité spécial est laissée à la discrétion de l'Assemblée générale.

138. Les dispositions de ce projet sont assez souples, en ce qui concerne non seulement la composition du comité, mais aussi ses fonctions et ses méthodes de travail. Ma délégation est d'avis que la souplesse de ce texte servira davantage l'objectif qu'il cherche à atteindre.

139. Avant de conclure, j'aimerais attirer votre attention sur un point très important qui concerne la mise aux voix de ces deux textes. Il est de mon devoir de souligner ce qui rend incompatibles le projet de résolution de l'URSS et celui du groupe africano-asiatique: c'est la question du comité spécial. Les deux projets envisagent la création d'un comité spécial. Il ne nous est pas possible de les adopter l'un et l'autre, sous peine d'avoir deux comités spéciaux: l'un à "troïka", l'autre composé de 17 membres, et tous deux aux mêmes fins. Cela ne peut se faire. Aussi proposerai-je la solution suivante: quiconque voudra voter pour le projet soviétique devra se prononcer contre le projet africano-asiatique, et vice versa. Un vote affirmatif sur l'un et l'autre des projets de résolution serait pour le moins illogique.

140. Dans la forme et dans le fond, le projet mexicain [A/L.369] ne diffère guère, me semble-t-il, du projet africano-asiatique, à cela près que dans certains paragraphes il est trop ambitieux et exige beaucoup de l'ONU. Je souhaite donc sincèrement que ce texte ne remplace pas celui des pays africano-asiatiques et n'empêche pas de l'adopter.

141. En tant que coauteur, mon pays demande une écrasante majorité pour le projet de résolution des 38 puissances africano-asiatiques, parmi lesquelles figurent de nombreux pays qui étaient naguère des colonies.

142. Quant au projet de résolution de la Nigéria et du Libéria [A/L.357 et Add.1], ma délégation le trouve logique, exception faite de la date limite du 1er décembre 1970, mentionnée au paragraphe 1; j'admets que cette date limite est raisonnable, mais je me demande pourquoi il en est fait mention. Bien que ma délégation soit quelque peu sceptique quant à la nécessité de cette date, elle n'hésitera pas à voter pour ce texte, dont l'ensemble lui paraît acceptable.

143. J'en viens maintenant aux trois projets relatifs au territoire qui fait l'objet d'un différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Ma délégation a étudié avec le plus grand soin le projet de résolution [A/L.354] déposé par la délégation néerlandaise. Les dispositions de ce projet suivent strictement les principes de la Charte des Nations Unies, ce qui lui confère un grand mérite.

144. Ma délégation craint pourtant que ce projet de résolution ne résolve pas le différend qui oppose depuis longtemps les Pays-Bas à l'Indonésie, deux pays qu'une étroite amitié lie au Japon. Les dispositions de ce texte pourraient même aggraver entre les deux parties une tension déjà grande.

145. Ma délégation estime, avant tout, qu'il faut régler cette question pacifiquement, par un accord qui donnera satisfaction aux deux parties, je dis bien "aux deux parties", et qu'il ne faut pas négliger le bien-être futur de la population. Toute résolution qui ne tiendrait pas compte de ces deux éléments essentiels ne satisfait pas entièrement ma délégation. Comme le projet dont je parle ne semble pas résoudre le différend, il sera difficile à ma délégation de l'appuyer.

146. Ma délégation s'abstiendra de voter sur le projet néerlandais, compte tenu de ses avantages et de ses inconvénients.

147. A la différence du texte néerlandais, le projet de résolution de l'Inde [A/L.367/Rev.1] tient compte du différend et invite instamment les parties à négocier, sous l'égide du Président de l'Assemblée générale. Ma délégation pense qu'il ne faut pas mettre aux négociations de conditions préalables — ni le transfert de la souveraineté sur le territoire contesté, ni l'autodétermination de sa population. Ces deux questions doivent être l'objet même des négociations et non leurs conditions préalables. Comme ce point d'une extrême importance n'est pas nettement précisé dans le projet et que l'une des parties s'oppose à ce texte, ma délégation pense que, dans ces circonstances, il ne sera guère utile. Aussi s'abstiendra-t-elle, lors du vote sur ce projet.

148. Ma délégation rend hommage aux délégations africaines qui ont fait le dur effort d'élaborer le projet de résolution A/L.368. Elles étaient, sans aucun doute, animées du désir louable et sincère de trouver à cette question difficile une solution acceptable. Ce projet de résolution semble être un compromis entre les deux résolutions dont je viens de parler. Ma délégation, pour désireuse qu'elle soit de l'appuyer, s'abstiendra néanmoins lors du vote sur ce projet de résolution, pour les mêmes raisons que je viens d'exposer.

149. M. SUBANDRIO (Indonésie) [traduit de l'anglais]: J'ai redemandé la parole pour préciser la position de l'Indonésie à l'égard des projets de résolution dont nous sommes saisis. Parmi les textes déposés en application de la résolution 1514 (XV), trois sont d'une portée générale. Nous avons, en premier lieu, le projet de résolution A/L.355, déposé par la délégation soviétique; en deuxième lieu, le projet de résolution A/L.366, déposé par 38 puissances africano-asiatiques, dont l'Indonésie; en troisième lieu, le projet de résolution A/L.369, déposé par le Mexique. Ce dernier document ne nous a été remis qu'avant-hier.

150. Je dirai tout d'abord que l'on relève, dans ces trois textes, une heureuse identité d'esprit et d'intention et, ce qui est encore plus important, un accord complet sur la nécessité de créer un comité qui serait chargé d'examiner la situation et de faire, à ce sujet, des propositions et des recommandations relatives à la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Cependant, après mûre réflexion, nous estimons que c'est le projet africano-asiatique qui répond le mieux aux exigences de la situation présente.

151. Nous pensons tout d'abord que ce texte — résultat de nombreuses consultations et discussions — traduit un esprit de conciliation et représente par conséquent l'accord le plus général auquel on puisse arriver au sein de notre Assemblée. Même si ma délégation estime souhaitable et possible de mettre fin au colonialisme dans deux ans, soit avant le 1er janvier 1964, les auteurs de ce projet ont considéré qu'il y existe à ce sujet des différences d'opinions, non seulement dans le groupe africano-asiatique, mais dans l'ensemble de l'Assemblée. Les auteurs de ce projet ont donc décidé de ne pas fixer de date limite, mais d'insister tout particulièrement, dans un esprit de conciliation, sur l'élément d'urgence de la question.

152. Je ferai observer ensuite que le comité spécial de 17 membres que prévoit le projet africano-asiatique

aurait la plus grande latitude possible pour remplir son mandat. En effet, d'après ce texte, le comité serait chargé d'accomplir sa tâche "en se servant de tous les moyens dont il pourra disposer dans le cadre des procédures et des modalités qu'il adoptera pour bien s'acquitter de ses fonctions".

153. Ce comité pourrait se réunir en tout autre lieu que le Siège des Nations Unies chaque fois qu'il le jugerait souhaitable ou nécessaire, et devrait faire connaître ses propositions et recommandations à l'Assemblée générale, lors de sa dix-septième session.

154. La liberté d'action que ce texte accorde implicitement au comité est, selon nous, d'une extrême importance au stade actuel, car cet organisme aurait à examiner quantité de questions coloniales différentes qui se posent encore dans le monde, avec tous les problèmes divers qu'elles impliquent. Nous sommes persuadés que, pour faire convenablement son travail indubitablement lourd de conséquences, le comité devrait avoir un maximum de responsabilité et de liberté d'action dans le cadre des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

155. Quant au projet de résolution du Mexique, je voudrais en retenir tout particulièrement deux points les rapprochant de notre projet de résolution, c'est-à-dire le projet africano-asiatique.

156. Le premier de ces points porte sur le droit d'autodétermination. Ma délégation approuve sans réserve ce projet quand il affirme solennellement:

"La liquidation de toute situation coloniale doit s'effectuer de manière à permettre l'application la plus large du principe fondamental de l'autodétermination des peuples."

157. Ce droit d'autodétermination s'applique, bien entendu, à toute la population qui vit dans une colonie ou sur le territoire d'une colonie qui forme un tout. Il est indispensable de bien comprendre ce principe pour éviter que certaines puissances n'appliquent chaque fois qu'elles le peuvent la politique "diviser pour régner". Ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit pas être appliqué aux groupes raciaux, culturels et ethniques d'une colonie, mais à l'ensemble du territoire de cette colonie et à sa population tout entière. Dans le cas qui nous intéresse, cette population a subi des humiliations et enduré des épreuves pendant des siècles et, grâce à sa lutte pour la liberté, elle a constitué une nation en dépit de différences raciales, culturelles et ethniques.

158. Le deuxième point que je voudrais soulever est la mention, dans le projet mexicain, de la possibilité d'un recours à la Cour internationale de Justice en cas de litiges qui se produiraient au cours du processus de décolonisation. Ce recours ne pourra jamais conduire à la solution nécessaire, car les accords ou les traités conclus pendant ou immédiatement après une guerre coloniale entre l'ancienne métropole et le nouveau pays ne sont pas des traités signés entre égaux; dans les différends qui en résultent, il s'agit de trancher des problèmes politiques qui sont dus à l'inégalité antérieure. La solution de pareils différends exige que les anciens rapports entre les deux pays fassent entièrement place à de nouveaux rapports de justice et d'égalité, fondés sur l'intérêt mutuel et conformes aux réalités politiques.

159. J'en viens aux trois projets relatifs à la question de l'Irian occidental: le projet néerlandais [A/L.354], celui dont l'Inde et la Bolivie ont été les premiers

auteurs [A/L.367/Rev.1] et enfin celui des 13 puissances africaines [A/L.368].

160. Je voudrais pourtant d'abord exposer très nettement la position de ma délégation et de mon gouvernement à cet égard. Dès le début, ma délégation a précisé que, si nous débattons ici la question de l'Irian occidental, ce n'est pas pour obtenir des Nations Unies une résolution qui réglerait le problème. Cela, nous l'avons déjà fait autrefois, en demandant aux Nations Unies d'inviter les deux parties, par une recommandation, à engager des négociations en vue de résoudre pacifiquement le problème. A cause du refus des Pays-Bas, l'Assemblée n'a même pas pu adopter une recommandation aussi simple, bien que la majorité des Etats Membres ait appuyé les efforts pacifiques de mon gouvernement.

161. A partir de 1957, le gouvernement et le peuple indonésiens ont décidé de résoudre eux-mêmes ce problème, pour que ce territoire, seule partie de l'Indonésie qui soit encore soumise à l'occupation néerlandaise, puisse venir compléter l'unité nationale de l'Indonésie. Solennellement adoptée par le peuple et le Gouvernement de l'Indonésie, cette politique est leur décision inébranlable, dont ils ont pesé toutes les conséquences. Cela dit, nous ne nous opposons à aucune résolution qui tendrait à rapprocher les parties et à créer un climat de conciliation, même si elle ne permettait pas d'aboutir immédiatement à une solution de compromis sur un problème aussi complexe.

162. Une résolution de ce genre ne devrait évidemment pas préjuger les droits et les revendications de l'Indonésie. C'est pourquoi nous rejetons intégralement le projet néerlandais de résolution [A/L.354], car, tout d'abord, il a incontestablement pour objet de nous imposer à nous, à notre peuple, à notre gouvernement, la reconnaissance complète du droit d'autodétermination de la population de l'Irian occidental, c'est-à-dire de son droit de devenir un pays indépendant, comme si cette population n'avait pas pris part à la lutte de l'Indonésie pour l'indépendance, lutte qui a atteint son point culminant lors de la guerre coloniale de 1945 à 1950, et qui a coûté le sacrifice de plus de 500 000 vies humaines; comme si ce territoire n'avait rien à voir avec le différend néerlandono-indonésien causé par l'attitude intransigeante que les Pays-Bas ont prise à l'égard de l'Indonésie depuis 1945; comme si la question de l'Irian occidental ne relevait pas de la série de campagnes et d'agissements subversifs que les Pays-Bas ont menés pour créer des mouvements séparatistes et des mouvements de sécession dont nous avons déjà triomphé dans le passé, soit par une politique habile soit par l'action militaire, comme dans le cas de la soi-disant République des Moluques méridionales, proclamée sur le territoire indonésien à l'instigation des Pays-Bas.

163. C'est aussi pourquoi, lorsque l'Inde a présenté pour la première fois le projet de résolution A/L.367/Rev.1 [1058ème séance], j'ai déclaré que nous ne nous opposons pas à ce texte et qu'en cas d'adoption, mon gouvernement y souscrirait sincèrement, en vue de régler par négociation, comme on le souhaite, ce différend politique qui, à vrai dire, a ruiné les rapports amicaux entre deux Etats Membres. Nous espérons que les Pays-Bas vont envisager de changer d'attitude à l'égard du projet indien.

164. En tout état de cause, quelle que puisse être leur attitude en tant qu'Etat souverain, les Pays-Bas ne pourraient pas s'engager dans une décision unilatérale

que nous considérerions comme une solution imposée. Dans ce cas, que l'on ne se fasse pas d'illusions, l'Indonésie ferait usage de son droit de souveraineté et de tous les moyens nationaux dont elle dispose pour éliminer une solution ainsi imposée.

165. J'en arrive maintenant au projet de résolution [A/L.368] dont les auteurs sont le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Nous ne mettons pas en doute la sincérité et l'honnêteté des pays signataires. Au contraire, nous leur sommes profondément reconnaissants d'avoir contribué à la recherche d'une solution pacifique de ce problème. Nous acceptons, dans l'ensemble, le préambule de ce projet de résolution, sauf, en ce qui concerne le différend qui nous occupe, le dernier alinéa. Je dois dire en revanche que, lorsque les auteurs de ce projet proposent dans le dispositif des négociations entre les deux parties, ils préjugent en même temps l'issue des négociations et même la position indonésienne.

166. Il nous est demandé de reconnaître par avance le principe de l'autodétermination du peuple de l'Irian occidental. Cela, je l'ai déjà dit, nous ne pouvons pas l'accepter. Si l'Irian occidental était un pays d'Asie, d'Europe ou d'Amérique, qui n'ait rien à faire avec l'Indonésie, nous souscririons sans réserve à ce principe. Mais nul ne saurait nier que ce territoire a quelque chose à voir avec l'Indonésie, même si nos revendications ne sont pas acceptées. Les Pays-Bas eux-mêmes n'ont pas nié les liens politiques et historiques qui unissent l'Indonésie à l'Irian occidental et tout ce qu'ils impliquent.

167. Quand ce texte dispose, dans le préambule, que l'Irian occidental est un territoire non autonome, ce que nous ne saurions admettre, il préjuge, comme je viens de le dire, l'attitude indonésienne. En revanche, nous acceptons le paragraphe 2:

"L'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'apporter aux négociations le concours de ses bons offices, en effectuant auprès des deux gouvernements toutes les démarches susceptibles de faciliter la reprise et la poursuite de ces négociations."

168. Quant à l'alinéa a du paragraphe 5, celui qui précise qu'une commission serait envoyée en Irian occidental, en vue "de faire une enquête sur la situation existant dans ce territoire", il préjuge, comme je l'ai déjà dit, les négociations. Si j'étais à la place des Pays-Bas, je me contenterais d'entamer des négociations que je mènerais jusqu'en mars prochain sans l'intention d'arriver à un résultat quelconque, puis je chercherais ultérieurement une solution en me fondant sur les paragraphes 5 et 6.

169. Il est évident que la politique des Pays-Bas les orienterait dans ce sens. Aussi, quand ce texte prévoit la procédure à suivre en cas d'échec des négociations, il ne pousse certainement pas les Pays-Bas à parvenir à un accord sur le problème que pose l'Irian occidental. Au contraire, il les endétournerait plutôt, car les paragraphes 5 et 6 reflètent plus ou moins la teneur de la résolution néerlandaise.

170. Je comprends donc fort bien pourquoi le représentant des Pays-Bas est disposé à accepter ce projet de résolution: son pays est contre les négociations. Après l'échec des négociations — ne voulant pas, j'en suis certain, parvenir à un accord, les Pays-Bas veilleraient à ce qu'elles aboutissent à un échec — le

dispositif de la résolution néerlandaise entrerait alors en vigueur.

171. C'est donc à mon grand regret — car les auteurs de ce projet sont sincères — que nous ne pouvons pas accepter le texte des 13 pays d'Afrique. Nous sommes obligés de le rejeter parce qu'il préjuge la position indonésienne et qu'en ce cas il ne peut qu'empirer les rapports entre l'Indonésie et les Pays-Bas et augmenter la tension entre les deux forces qui s'opposent dans l'Irian occidental.

172. J'en arrive maintenant au projet de résolution A/L.357 et Add.1, déposé par la Nigéria et patronné ensuite également par le Libéria. Si les peuples africains sont disposés à l'accepter, l'Indonésie l'appuiera.

173. Je voudrais souligner une fois de plus que notre lutte pour l'indépendance, qui a duré des dizaines d'années, prouve à l'évidence que nous soutenons fermement, dans la sphère nationale comme dans la sphère internationale, le principe de l'autodétermination quand il s'agit d'indépendance et d'intégrité nationales. Mais nous nous opposons, en faisant valoir tous nos droits souverains et en utilisant tous les moyens dont nous disposons, à tout essai, de la part des puissances coloniales, de faire intervenir l'autodétermination ethnique ou régionale de façon à semer la confusion dans la lutte nationale pour l'indépendance.

174. Les récents événements du Congo montrent abondamment que l'autodétermination totale d'après des considérations régionales ou ethniques ne fait qu'apporter la confusion et la souffrance à la population intéressée, quand elle n'augmente pas la tension internationale en général. Nous appuyons sans réserve l'indépendance et l'intégrité du Congo; de plus, étant donné la résolution que le Conseil de sécurité a récemment adoptée⁴, non seulement nous revenons sur notre idée de retirer du Congo les contingents indonésiens, mais nous nous proposons d'y envoyer un nouveau contingent soutenir l'action des Nations Unies et aider le Gouvernement central du Congo à assurer son intégrité territoriale.

175. En ce qui concerne l'Indonésie, nous avons prouvé de façon indéniable que l'Indonésie, composée de 3 000 îles, grandes et petites, qu'habitent des groupes ethniques différents, constitue une entité nationale, en dépit de tous les agissements subversifs auxquels les Pays-Bas pourraient avoir recours pour la désintégrer et la partager en plusieurs Etats. Personne ne saurait prétendre que cette unité est due à l'usage de la force. Sans la conviction et le dévouement des Indonésiens et leur sentiment profond d'appartenir à une seule nation, aucune unité n'aurait pu se maintenir, même par la force.

176. Nous avons une autre raison de repousser la proposition néerlandaise. Nous refusons que l'on envoie une commission dans une partie du territoire d'une puissance souveraine, quand une puissance coloniale a réoccupé cette partie du territoire, car l'envoi d'une telle commission légaliserait cette occupation. Au surplus, étant donné le conflit néerlandais-indonésien, une commission spéciale ne saurait faire œuvre utile au service de la paix, et spécialement au service des intérêts et du bien-être de la population de l'Irian occidental.

177. En premier lieu, comme les Pays-Bas eux-mêmes l'ont déjà dit, tout le territoire de l'Irian occidental, après des siècles d'occupation coloniale, reste *terra incognita* même pour les occupants néerlandais. En second lieu, ce territoire, que réoccupe aujourd'hui une puissance coloniale, est privé de tous ses chefs nationalistes, hommes sincères et honnêtes qui ont combattu avec leurs autres compatriotes de toute l'Indonésie. Ils ont été expulsés du territoire ou emprisonnés.

178. Pour ces raisons, la commission ne serait qu'un instrument destiné à légaliser la situation de fait qui sépare de la République d'Indonésie l'Irian occidental. L'envoi de la commission envisagée a donc une signification essentielle et profonde et aurait en vérité des conséquences graves, d'une portée incalculable. On ne peut pas travestir cet envoi en une innocente décision technique, étant donné tout le problème complexe qui oppose les Pays-Bas et l'Indonésie. Voilà pourquoi nous rejetons énergiquement l'envoi, à l'heure actuelle, d'une commission en Irian occidental, tant que ce pays restera réoccupé par les Pays-Bas, tant que la vie nationale indonésienne n'y sera pas pleinement rétablie dans la liberté et que les milliers de déportés n'y seront pas revenus. Une des raisons primordiales pour laquelle nous rejetons le projet néerlandais est que les Pays-Bas s'efforcent d'imposer à l'Indonésie, puissance souveraine, une solution unilatérale du problème de l'Irian occidental, une solution unilatérale du conflit néerlandais-indonésien, même si c'est par l'intermédiaire des Nations Unies qu'ils veulent y arriver. Une telle initiative est, à mon avis, contraire à la dignité et à l'honneur de tout pays souverain. Or, c'est un des plus importants aspects du projet néerlandais. L'Assemblée générale doit y songer très soigneusement, car il s'agit d'un conflit entre deux Etats souverains, Membres l'un et l'autre de l'Organisation des Nations Unies.

179. On ne peut pas imposer une solution; on ne peut pas en tout cas l'imposer pacifiquement. Si l'on essayait, le précaire *statu quo* qui existe dans l'Irian occidental entre les deux forces opposées pourrait même se trouver compromis et, partant, un conflit aux conséquences incalculables risquerait d'éclater.

180. J'espère, à présent, que la délégation néerlandaise, le Gouvernement néerlandais et le peuple néerlandais lui-même renonceront, dans leur propre intérêt, à fermer les yeux sur le différend qui oppose l'Indonésie aux Pays-Bas. C'est un grave différend, aux conséquences incalculables. Nous avons rompu toutes nos relations diplomatiques avec les Pays-Bas: il n'y a plus la moindre représentation diplomatique des Pays-Bas en Indonésie, ni la moindre représentation diplomatique de l'Indonésie aux Pays-Bas. Tel est le sens du différend, telle est sa profondeur, et j'espère que l'Assemblée l'aura compris. En outre, comme je l'ai déjà dit, les Pays-Bas ont triplé leurs forces en Nouvelle-Guinée occidentale — en Irian occidental — et nous sommes forcés d'avoir des effectifs d'une égale importance.

181. Je dois dire que tous les jours le *statu quo* est précaire, que c'est une paix précaire. Il y a de petites îles que les Pays-Bas n'occupent que pendant le jour et que nous réoccupons la nuit. Dans ces conditions, la moindre erreur d'une part ou de l'autre pourrait entraîner des conséquences incalculables.

182. Quant à nous, nous ferons de notre mieux pour maintenir la paix dans cette région tant que nous n'aurons pas résolu notre différend avec les Pays-Bas;

⁴/ Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1961, document S/5002.

mais nous voudrions, d'autre part, que l'Assemblée comprenne qu'elle ne devrait pas imposer une solution que l'un ou l'autre pays ne pourrait accepter ou qu'ils rejetteraient tous les deux. Toute solution adoptée par cette assemblée doit avoir l'approbation des deux parties. C'est pourquoi nous recommandons vivement — comme nous le faisons depuis le début — que les Pays-Bas et l'Indonésie engagent des négociations.

183. Il est vrai qu'auparavant les négociations n'avaient à priori aucun sens, car les Pays-Bas n'étaient pas alors en mesure d'abandonner leur administration de l'Irian occidental et la souveraineté qu'ils revendiquaient. Mais aujourd'hui la politique des Pays-Bas et l'opinion de leur peuple leur permettraient, il me semble, d'abandonner la souveraineté qu'ils revendiquent et leur administration de l'Irian occidental. Il existe à l'heure actuelle de larges possibilités d'accord entre l'Indonésie et les Pays-Bas et — que l'Assemblée en soit assurée — cet accord ne sera certainement pas fondé sur les exigences indonésiennes; il ne préjugera ni les droits et prétentions de l'Indonésie, ni les droits et prétentions des Pays-Bas. Nous aborderons avec une entière confiance et dans un esprit de coopération l'étude de ce problème afin d'en trouver la solution et je crois que le moment est venu de discuter de la question à notre avantage mutuel. Si, après une première série de négociations, il n'est pas possible de trouver une solution, nous pourrions toujours les continuer jusqu'à ce que nous arrivions à un résultat.

184. M. PLIMSOLL (Australie) [traduit de l'anglais]: Quand j'ai pris la parole, lors de la discussion générale, sur les points dont nous débattons aujourd'hui [1055ème séance], j'ai indiqué l'attitude de ma délégation à l'égard des projets déposés par l'Union soviétique [A/L.355], la Nigéria et le Libéria [A/L.357 et Add.1] et les Pays-Bas [A/L.354]. Je voudrais maintenant faire connaître nos idées sur les autres projets de résolution dont nous sommes saisis: celui de divers pays d'Asie et d'Afrique [A/L.366 et Add.1 à 3], celui du Mexique [A/L.369], celui de l'Inde [A/L.367/Rev.1] et enfin le projet déposé par un certain nombre d'Etats africains d'expression française [A/L.368].

185. Quelques mots tout d'abord sur le projet déposé par l'Afghanistan et divers pays d'Afrique et d'Asie [A/L.366 et Add.1 à 3]. Les pays qui nous ont soumis ce texte se sont donné beaucoup de mal. Ils ont consulté beaucoup de délégations dans divers groupes, et nous sommes maintenant en présence d'un projet qui pourrait, je pense, recevoir un large appui au sein de notre assemblée. La délégation australienne votera pour ce texte. Je voudrais, cependant, préciser notre attitude à l'égard de certaines de ses dispositions. Il est sans doute inévitable, en effet, que le libellé d'un projet de cette nature, rédigé de façon à obtenir l'agrément général, ne soit pas absolument conforme à celui que chaque délégation aurait adopté si elle présentait le projet elle-même.

186. Je ferai la première observation que voici. Ce projet de résolution est évidemment subordonné aux dispositions de la Charte. L'Assemblée générale, comme tout autre organe des Nations Unies, doit s'en tenir à la Charte et les dispositions de la Charte l'emportent sur toute déclaration que pourrait faire tel ou tel organe. Cette réserve faite, ce projet détaille certains des buts de la Charte et propose certaines modalités propres à assurer plus rapidement et mieux l'exécution des processus prévus dans

la Charte. C'est dans cet esprit que la délégation australienne peut souscrire à ce projet.

187. Le huitième alinéa du préambule déclare: "Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance." J'ai déjà fait quelques observations à ce sujet, lors de la quinzième session de l'Assemblée [933ème séance]. Le mot "prétexte", selon la délégation australienne, est le mot clef de ce paragraphe. Il signifie qu'il ne faut pas invoquer le manque de préparation comme une mauvaise raison, une fausse raison pour retarder l'indépendance des territoires non autonomes ou des territoires sous tutelle. Mais, bien entendu, cela ne veut pas dire non plus qu'il faut créer immédiatement certains Etats, quand les conditions nécessaires à leur équilibre et à leur progrès ne sont pas réalisés. La Charte elle-même, à l'Article 73 et à l'alinéa b de l'Article 76, reconnaît que les puissances administrantes ont l'obligation d'aider les populations des territoires dont elles ont la responsabilité et qu'elles ont des devoirs à l'égard de ces populations comme elles en ont à l'égard des autres membres de l'Assemblée. J'ai pris acte de l'interprétation donnée à d'autres dispositions du projet par quelques-uns de ses auteurs. Ils reconnaissent qu'en prenant des mesures immédiates pour amener à l'indépendance les territoires placés sous leur administration, les Etats s'acquittent non seulement des obligations que leur fait la Charte, mais aussi de ce que réclame ce projet de résolution. Cela ne signifie pas l'indépendance immédiate. Cela signifie des mesures immédiates dans le sens de l'indépendance.

188. L'Australie, puissance administrante, honore non seulement les obligations que lui fait la Charte, mais aussi les mesures préconisées par l'Assemblée, mesures qu'elle applique dans les territoires placés sous son administration et dont elle a fait état devant l'Assemblée, en séance plénière, ainsi que devant le Conseil de tutelle, la Quatrième Commission et le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

189. Ma deuxième observation est que le texte de ce projet est imprécis ou parfois trop général. Comme je l'ai déjà dit, c'est évidemment le propre de toute résolution qui doit tenir compte d'une large gamme d'opinions au sein de l'ONU. En votant pour cette résolution, la délégation australienne tiendra compte, toutefois, des explications et des interprétations qu'en auront données à l'Assemblée certains de ses auteurs. Nous supposons aussi — et nous devons supposer — que le comité spécial se montrera à la hauteur de ses responsabilités. Ce projet de résolution, je le répète, est, à certains égards, assez vague et nous devons supposer — nous sommes en droit de supposer, je pense — que le comité agira avec le sens de ses responsabilités et conformément au désir de la majorité des membres de l'Assemblée. Tant qu'il en sera ainsi, le Gouvernement australien appuiera le comité et collaborera avec lui. Nous voterons donc pour ce projet.

190. Nous sommes également saisis d'un projet de résolution [A/L.369], déposé par le Mexique. Beaucoup des points auxquels touche ce texte figurent aussi dans le projet africano-asiatique; le projet mexicain les aborde, à certains égards, sous un angle un peu différent, mais ses objectifs sont dans l'ensemble à peu près semblables à ceux du projet africano-

asiatique. La délégation mexicaine a joué depuis longtemps un rôle important et constructif à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Le peuple mexicain et son gouvernement ont, avant même la création de l'ONU, montré l'intérêt actif et sincère qu'ils portaient à la liquidation du régime colonial. Mais je crois que ce projet de résolution présenterait certaines difficultés si l'on nous invitait à le mettre immédiatement aux voix. Le représentant de l'Inde a examiné, au début de l'après-midi, quelques-unes de ces difficultés; ma délégation est d'accord sur bien des points avec les déclarations faites par M. Jha à ce sujet. La raison de quelques-unes de ces difficultés est, me semble-t-il, que ce projet nous a été soumis très tard, le 24 novembre, au moment où le dernier orateur était à la tribune. Nous n'avons donc pas pu examiner ce texte et consulter notre gouvernement, comme nous l'avions fait pour le projet africano-asiatique [A/L.366 et Add.1 à 3]. La délégation mexicaine ayant ainsi montré son intérêt pour ce problème et exposé l'orientation de ses idées sur la question, nous espérons qu'elle ne réclamera pas la mise aux voix de son texte. Elle pourrait peut-être, maintenant qu'elle l'a déposé, accepter qu'il constitue un document à prendre en considération, un ensemble d'idées dont tous nos gouvernements devraient tenir compte. La délégation australienne préfère, du moins au point où en sont les débats, le libellé du projet africano-asiatique.

191. Voilà donc ce que j'avais à dire des projets relatifs à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. J'en viens, maintenant, aux projets de résolution qui concernent tout particulièrement la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

192. J'ai déjà dit au cours du présent débat que l'Australie appuierait le projet néerlandais [A/L.354]. Je n'ai pas besoin, il me semble, de répéter les raisons de notre attitude. Depuis le moment où j'ai pris la parole, nous avons été saisis d'un projet de résolution déposé par l'Inde [A/L.367/Rev.1] et d'un projet de résolution déposé par le Cameroun et d'autres Etats d'Afrique [A/L.368].

193. Le projet indien demande des négociations entre le Gouvernement indonésien et le Gouvernement néerlandais. L'Australie ne s'est jamais opposée, pour sa part, à des négociations bilatérales entre ces deux Etats, elle ne s'y oppose toujours pas. Ce contre quoi nous nous élevons, c'est que les parties soient forcées de négocier sur une base qui exclut l'autodétermination et est de ce fait contraire aux principes de la Charte. Si le Gouvernement indonésien a toujours pour doctrine que les négociations ne peuvent pas avoir lieu sur la base de l'autodétermination, nous ne voyons pas comment, à considérer les choses pratiquement, des conversations bilatérales pourraient être fructueuses. Il ne s'agit pas d'être opposé en principe aux conversations bilatérales. Il s'agit seulement de savoir si de telles conversations pourraient être réellement fructueuses, puisque les Pays-Bas se sont engagés à appliquer à ce territoire le principe de l'autodétermination. Selon notre interprétation, la proposition néerlandaise n'envisage pas une solution unilatérale, mais une solution décidée dans le cadre de l'ONU, puisque les efforts que l'on a faits dans le passé pour régler le problème par voie de négociations bilatérales se sont soldés par un échec. C'est pourquoi la délégation australienne ne peut pas appuyer le projet indien et s'y opposera.

194. Quant au projet de résolution [A/L.368] déposé par le Cameroun et certains pays africains d'expression française, la délégation australienne estime qu'il offre la possibilité d'un véritable compromis, qui permettrait aux divers pays de manifester qu'ils sont partisans de négociations bilatérales. Le premier paragraphe de cette résolution presse le Gouvernement indonésien et le Gouvernement néerlandais "de reprendre sans délai les négociations en vue de parvenir à un accord sur l'avenir du territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale, sans préjudice du respect de la volonté des populations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes". Cela étant, la délégation australienne est disposée à appuyer la méthode préconisée par les pays africains d'expression française.

195. Dans leur projet de résolution, les Etats africains d'expression française font un nouvel effort pour tenir compte de certaines objections faites à la solution néerlandaise, au cours du présent débat. En certains endroits de leur projet, et notamment au deuxième alinéa du préambule, ils reconnaissent que "le territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale fait l'objet d'un différend entre l'Indonésie et les Pays-Bas".

196. Pour préciser un point qui a pu causer certains malentendus au début du débat, je voudrais dire que l'Australie ne désire nullement que l'Indonésie n'ait rien à dire à aucune solution de ce problème. Si la population de la Nouvelle-Guinée occidentale choisit librement l'Indonésie, l'Australie ne s'y opposera pas; mais si la Nouvelle-Guinée choisit librement une autre forme de gouvernement, l'Australie souhaiterait que ce territoire garde avec l'Indonésie les relations les plus amicales. Il est évident que l'avenir de la Nouvelle-Guinée ne saurait être assuré par une solution qui l'opposerait à ses voisins.

197. Mais l'essentiel de notre thèse est que la solution choisie devra être une solution voulue par la population de ce territoire. L'Australie estime que la stabilité durable de la Nouvelle-Guinée et de toute la région dépend, en fin de compte, de la solution que pourra accepter et choisir la population de la Nouvelle-Guinée occidentale. L'Australie s'est engagée à accorder l'autodétermination aux populations de la partie orientale de l'île, qu'elle administre. La solution la plus durable et la plus juste serait, à notre avis, celle qui offrirait également à la population de l'autre partie de l'île la faculté de déterminer librement son sort. Comme je l'ai déjà dit, si la population de la Nouvelle-Guinée occidentale décide librement de s'unir à l'Indonésie, l'Australie ne fera pas d'objection. Si elle choisit une autre solution, il est essentiel qu'elle entretienne avec tous ses voisins, y compris l'Indonésie, des relations d'amitié, de paix et de coopération.

198. Nous voterons donc pour le projet de résolution [A/L.368] déposé par le Cameroun et plusieurs autres Etats d'Afrique. Nous croyons que ce texte s'appuie sur les principes de la Charte, et en particulier sur le principe de l'autodétermination, principe qu'il faut, d'après nous, appliquer à l'ensemble de l'île.

199. M. LORIDAN (Belgique): La délégation belge votera en faveur du projet de résolution concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et présenté par 38 puissances [A/L.366]. Sans doute n'en approuve-t-elle pas tous les termes, ni encore moins l'esprit dans lequel certaines délégations la conçoivent. Mais la délégation belge est en accord avec les principes qui sont à la base de ce projet. Négligeant les objec-

tions qu'elle aurait à formuler, elle votera, je viens de l'annoncer, en faveur du texte en question.

200. Je me dispenserai de réfuter ici une fois de plus les accusations calomnieuses et éculées qui ont été lancées dans ce débat contre mon pays et dont quelques délégations semblent s'être fait une spécialité. Le manque de fondement de ces attaques ressort des faits. La Belgique n'a pas attendu la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] pour accorder l'indépendance au Congo dès que les représentants du peuple congolais en ont formulé le vœu. C'est le 30 juin 1960 que le Congo devint indépendant et, dès le 7 juillet, le Conseil de sécurité approuvait sa demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies ⁵/.

201. En ce qui concerne le Ruanda-Urundi, territoire sous tutelle, la Belgique, conformément aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et exécutant les stipulations de l'Accord de tutelle, poursuit l'émancipation des populations. Ce processus est entré maintenant dans sa phase finale.

202. Tous les observateurs de bonne foi savent que la Belgique, autorité de tutelle, a apporté sa coopération aux Nations Unies et, en particulier, à la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi qui s'est rendue dans le territoire.

203. Le Gouvernement belge n'a jamais perdu de vue que le but ultime était la réalisation des aspirations librement exprimées des populations intéressées. Je suis autorisé à réaffirmer ici solennellement que le souhait du Gouvernement belge est que, en conformité avec les procédures prévues dans la Charte et les accords de tutelle, le Ruanda-Urundi puisse accéder à l'indépendance au plus tard dans le courant de l'année 1962. Des propositions en ce sens et tenant compte des vœux des populations des territoires seront faites lorsque sera examinée, prochainement, par l'Assemblée générale, la question du Ruanda-Urundi.

204. La déclaration que je viens de faire dissipera, j'en suis convaincu, toute confusion ou tout doute qui pourrait subsister au sujet des intentions de la Belgique concernant l'octroi rapide de l'indépendance aux territoires dont elle a encore la charge.

205. M. ROS (Argentine) [traduit de l'espagnol]: Notre brève intervention a pour but d'expliquer les raisons qui guideront la délégation argentine dans son vote sur les deux points soumis à l'Assemblée.

206. En ce qui concerne le point 88 de l'ordre du jour (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), nous voterons pour le projet de résolution déposé par 38 pays africano-asiatiques [A/L.366 et Add.1 à 3].

207. La délégation argentine a appuyé la résolution 1514 (XV) et, chaque fois que l'occasion s'est présentée, tant dans les différents organes des Nations Unies que dans les commissions de l'Assemblée, elle n'a jamais manqué de signaler l'importance fondamentale de cette résolution. Fidèle à cette attitude et estimant que le projet de résolution, qui sera sûrement adopté, est le fruit de longues et patientes délibérations et constitue un grand pas vers l'élimination

progressive et ordonnée des structures coloniales actuelles, ma délégation l'appuiera par conséquent sans réserve.

208. Pour ce qui est du projet de résolution déposé par le Mexique [A/L.369], au cas où ses différents paragraphes seraient mis aux voix séparément, nous devrions malheureusement voter contre l'alinéa b du paragraphe 1 et contre les paragraphes 2 et 3. Si ce projet était mis aux voix avec ces paragraphes, nous voterions contre l'ensemble du texte.

209. Les raisons qui poussent ma délégation à voter de la sorte sont parfaitement claires. Le projet mexicain envisage comme possible que l'ONU administre des territoires dont le cas est encore en litige, et aussi que l'on applique sans discrimination le principe de l'autodétermination, avec intervention éventuelle de la Cour internationale de Justice ou d'autres organes chargés de régler pacifiquement les différends. Le texte ne fait aucune exception et ne tient pas compte des situations qui varient selon les circonstances.

210. Mon gouvernement estime que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte, est à envisager en fonction des circonstances qui en conditionnent l'exercice. Nous entendons par là qu'il existe des facteurs qui limitent la portée de ce droit quand des questions, telles que l'unité territoriale de l'Etat ou la situation particulière du territoire en litige, exigent une application très stricte du principe de l'autodétermination. Nous estimons, en effet, que ce principe ne peut s'appliquer sans discrimination quand un territoire a, par exemple, été séparé d'un Etat indépendant, sans qu'un accord international vienne ratifier postérieurement cette situation de fait et, notamment, quand la population autochtone a été dispersée et que des groupes de colons de la puissance occupante se sont installés sur ce territoire.

211. Par exemple, appliquer sans discrimination le principe de l'autodétermination à des territoires très peu peuplés mettrait le destin de ces territoires entre les mains d'un très petit nombre de colons de la puissance qui s'y est installée par la force, en violation des droits internationaux les plus élémentaires. Le principe de l'autodétermination servirait ainsi d'écran pour légaliser un transfert de souveraineté sous la protection des Nations Unies.

212. C'est principalement pour ces raisons, sans compter les difficultés pratiques qu'impliquerait l'adoption du projet de résolution africano-asiatique, lequel prévoit la création d'un comité spécial et l'éventuelle administration internationale de tant de territoires, ce qui exigerait d'abord une préparation minutieuse étant donné les énormes dépenses que l'Organisation serait bien en peine d'assumer en ce moment, ma délégation se verra obligée, à son grand regret, de voter contre le projet mexicain tel qu'il nous est présenté.

213. En ce qui concerne le cas particulier que constitue l'application de la résolution 1514 (XV), la délégation argentine, pour des raisons du même ordre que celles que je viens d'indiquer, s'abstiendra lors du vote sur le projet déposé par les Pays-Bas [A/L.354].

214. Nous apprécions à sa juste valeur ce projet, mais nous estimons que c'est le projet des 13 pays d'Afrique [A/L.368] qui mérite notre appui. Nous voterons donc en sa faveur. Si le sixième alinéa du

⁵/ Ibid., quinzième année, Supplément de juillet, août et septembre 1960, document S/4377.

préambule fait l'objet d'un vote séparé, nous nous abstenons néanmoins, pour les raisons que nous avons déjà mentionnées. Qu'il me soit permis d'exprimer notre reconnaissance au groupe des pays africains qui ont présenté ce projet de résolution, car ils ont fait un effort constructif pour trouver une solution à un problème qui préoccupe notre organisation depuis 1954. Cette initiative nous montre combien les nouvelles nations d'Afrique peuvent utilement collaborer aux travaux des Nations Unies.

215. Pour ce qui est du projet de résolution de la Nigéria et du Libéria [A/L.357 et Add.1], notre délégation votera en faveur de ce texte s'il est mis aux voix. Nous estimons qu'il s'agit là d'un effort sérieux, puisqu'il prévoit, pour l'indépendance totale de tous les territoires non autonomes d'Afrique, une indispensable période de préparation.

216. Je voudrais, en même temps, mentionner qu'aucun pays n'était mieux qualifié que la Nigéria et le Libéria pour nous offrir, sans être influencé par des pressions politiques extérieures, une conception du processus de libération des territoires africains, processus que nous voulons tous voir appliquer rapidement et d'une manière ordonnée, pour que l'avenir soit prospère et exempt d'inutiles différends constitutionnels.

M. Quaison-Sackey (Ghana), vice-président, prend la présidence.

217. M. GUIRMA (Haute-Volta): Ma délégation a examiné soigneusement les problèmes auxquels se rapportent les différents documents soumis à l'Assemblée générale. Je ne m'attarderai pas à l'analyse de ces documents, car j'ai le souci de ne pas abuser de la patience de l'Assemblée. Mon intention est d'exprimer brièvement les sentiments de ma délégation au sujet des projets de résolution des Pays-Bas [A/L.354], de 13 pays d'Afrique [A/L.368] et de l'Union soviétique [A/L.355].

218. Le projet de résolution des Pays-Bas, qui traite de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est, en toute objectivité, très séduisant. En effet, c'est la première fois dans les annales des Nations Unies qu'une puissance coloniale vient demander à notre organisation de se rendre dans un territoire en sa possession pour enquêter et investiguer afin d'élaborer un rapport dégageant les éléments d'un référendum en vue de l'autodétermination. Nous avons tant de fois fait pression sur d'autres puissances coloniales pour avoir cette possibilité de contrôler l'autodétermination des peuples! Nous l'avons demandé à la France pour l'Algérie, au Portugal pour l'Angola et le Mozambique, à l'Afrique du Sud pour le Sud-Ouest africain, territoire pourtant sous tutelle des Nations Unies du point de vue juridique. Toutes ces puissances ont refusé avec fracas, d'un refus net et tranchant, voire méprisant et insultant, en invoquant la Charte des Nations Unies pour justifier leur refus de collaboration internationale.

219. Aujourd'hui, les Pays-Bas prouvent par leur initiative que c'était nous qui avions raison et ils tracent ainsi un magnifique chemin lumineux que les derniers colonialistes impénitents, c'est-à-dire le Portugal et l'Afrique du Sud, doivent suivre immédiatement. Nous ne cacherons pas notre sympathie pour cette initiative et nous aurons le courage de l'exprimer.

220. On nous objecte qu'il s'agit d'une province indonésienne et qu'il s'agit de remettre un enfant à sa mère. Nous éviterons les détails et nous laisserons aux anthropologues le soin d'étudier si les Papous, qui sont nègres, sont de la même famille que les Indonésiens et si, avant la colonisation hollandaise, ces pays faisaient un tout un et indivisible. Nous ne chercherons pas non plus à savoir si la thèse selon laquelle les différents pays nouveaux doivent recouvrir exactement la superficie des possessions de l'ancienne puissance administrante est exacte ou non; ce sont des spéculations qui pourraient mener loin. Disons tout simplement qu'il y a tant de mères qui réclament tant d'enfants qu'il faut maintenant délivrer des certificats de filiation et de légitimité. Ces certificats, dans le cas qui nous intéresse, seront le rapport de la commission des Nations Unies et le référendum relatif à l'autodétermination dont il est question dans le projet de résolution des Pays-Bas.

221. Il serait contraire à la Charte, quand le principe d'autodétermination est en cause, de ne pas en tenir compte. Cependant, il est évident que les Gouvernements néerlandais et indonésien sont désireux de négocier. Ils négocient depuis 12 ans; ils peuvent encore négocier quelque temps. La négociation est un principe pacifique, conforme à la Charte des Nations Unies. Mais si la négociation est si longue, c'est la preuve que le problème est sérieux. D'ailleurs, nous ne voulons pas préjuger du résultat du référendum qui peut être favorable aussi bien à un côté qu'à l'autre. Nous sommes impartiaux et neutres. C'est pourquoi nous avons élaboré, en collaboration avec 12 autres pays d'Afrique, un projet de résolution qui se base sur ces deux principes fondamentaux de la Charte: le respect de cet instrument et l'autodétermination. Ce projet fait appel à la bonne volonté des Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas afin qu'ils négocient en vue de parvenir à un accord sur l'avenir du territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale, sans préjudice du respect de la volonté des populations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes.

222. J'en viens maintenant au projet de résolution présenté par l'Union soviétique [A/L.355].

223. Les pays africains doivent une certaine reconnaissance à l'Union soviétique: elle a toujours parlé ici en faveur des peuples coloniaux d'Afrique: elle a toujours condamné le colonialisme étranger en Afrique; elle a toujours pris des initiatives importantes dans ce domaine. Et, en 1961 encore, elle a pris l'initiative de présenter le projet de résolution que nous examinons. Ma délégation rend hommage à la générosité de l'Union soviétique vis-à-vis des peuples d'Afrique et souhaite que les gouvernements impérialistes finissent par comprendre, eux aussi, où est le chemin de la justice et du droit des peuples africains.

224. Elle constate cependant que plusieurs projets de résolution ont été déposés sur le même sujet. Le projet de résolution signé par 38 pays d'Afrique et d'Asie [A/L.366 et Add.1 à 3] attire notre attention parce qu'il semble plus timide que celui de l'Union soviétique, pourtant, nous connaissons bien nos problèmes; nous savons quels remèdes il faut à nos maux et nous savons de quoi nous souffrons. De ces souffrances, nous avons tiré des leçons très utiles que nous méditons soigneusement. Nous avons appris aussi, à travers le monde, différentes méthodes de lutte et nous avons fait différentes expériences. Nous savons que l'on est plus fort dans la lutte quand on

sait reconnaître ses fautes et apprécier ses qualités. C'est pourquoi il semble évident que tous les amis de l'Afrique se doivent d'aller vers l'Afrique et de lui demander ce qu'il faudrait que l'on fasse pour lui venir en aide.

225. Nous apprécions les concours extérieurs. Mais combien il est regrettable qu'ils dispersent nos efforts ou simplement nos attentions! Et combien nous aimerions qu'ils aident à la solution de nos terribles maux en dehors de ces marais où l'on s'enlise que constituent toutes les situations créées par la méfiance entre les gouvernements, situations causées par la guerre froide, dont les Africains ne sont pas responsables.

226. Dans ces conditions, il est clair que nous préférons soutenir ce que nous avons écrit et proposé nous-mêmes, et nous souhaitons que nos amis se joignent à nous pour voter en faveur du projet de résolution des 13 puissances d'Afrique. Nous nous abstiendrons sur les autres projets de résolution, dans l'intention de nous en tenir à l'essentiel et à l'utile.

227. M. ZOLLNER (Dahomey): Après un examen attentif des divers projets de résolution qui vont faire l'objet d'un vote aujourd'hui, ma délégation réserve son attitude à l'égard des projets de résolution de l'Union soviétique [A/L.355], de la Nigéria et du Libéria [A/L.357 et Add.1], et de celui des 38 puissances [A/L.366 et Add.1 à 3]. Nous allons donc examiner les projets de résolution des Pays-Bas [A/L.354], de l'Inde et d'autres puissances [A/L.367/Rev.1] et enfin celui de 13 pays d'Afrique [A/L.368] relatifs au différend qui oppose l'Indonésie aux Pays-Bas.

228. De quoi s'agit-il?

229. D'un côté, l'Indonésie réclame la reconnaissance de sa souveraineté sur cette région parce qu'elle figurait dans le même groupe administratif que l'Indonésie actuellement indépendante, celui des Indes orientales néerlandaises. De l'autre côté, les Pays-Bas contestent toute souveraineté indonésienne sur ce territoire qui n'était pas inclus dans les accords établissant l'indépendance et la souveraineté de la République d'Indonésie dans le cadre de ses frontières actuelles.

230. Ce sont là les éléments du différend. Examinons maintenant les deux premiers projets de résolution.

231. Le projet déposé par les Pays-Bas [A/L.354] envisage la possibilité pour les Nations Unies de prendre ce territoire en main jusqu'à ce que celui-ci puisse décider de son statut. Cette initiative nous semble excellente au premier abord. Confier un territoire non autonome aux Nations Unies, c'est lui assurer en effet les meilleures chances d'un développement heureux et l'accès à la vie internationale, dans le cadre de son propre choix. L'autodétermination, le libre choix pour un territoire non indépendant, est un des principes essentiels énoncés dans la Charte des Nations Unies.

232. Cependant, il eût été souhaitable de voir une solution fondée sur la libre détermination des populations du territoire contesté être le résultat d'un accord des parties après négociations, et non pas un geste unilatéral. L'Indonésie étant l'une des parties dans ce différend, nous ne pouvons accepter qu'elle soit ignorée dans un projet de résolution décidant du sort du territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale, ce qui est le cas dans le projet de résolution soumis par les Pays-Bas.

233. Le second projet de résolution, déposé par les délégations de l'Inde et plusieurs autres puissances, demande aux deux parties la reprise des négociations. C'est là une très bonne idée. Il est évident en effet que la meilleure solution à un conflit est un accord spontané des deux antagonistes, et nous ne devons rien négliger qui facilite leur rapprochement. L'idée en soi est pleine de sagesse, mais quelle en est la portée pratique dans le texte qui nous est soumis? Deux objections fondamentales sautent aux yeux.

234. Tout d'abord, nous constatons qu'il n'est fait aucune mention du peuple même de la Nouvelle-Guinée occidentale et de ce que peut être son opinion. Le texte demande des négociations entre les deux parties en litige sans qu'il y ait, du commencement à la fin, un seul mot concernant le principal intéressé, sans que rien n'indique une consultation de la population dont on voudrait ainsi disposer souverainement et arbitrairement. Représentants de peuples anciennement colonisés, nous sommes et devrions être plus imbus de ce principe de libre détermination pour les territoires non indépendants, qui est l'un des points capitaux de toute notre action.

235. La deuxième objection à ce projet de résolution réside dans le fait que préconiser purement et simplement la reprise des négociations n'apporte pas une solution au problème dans le contexte actuel. En effet, ce différend dure depuis bientôt 12 ans; plusieurs tentatives de négociations ont eu lieu et sont demeurées sans résultat, rien n'obligeant alors les parties à aboutir à un accord rapide. Qu'est-ce qui prouve que les négociations auraient plus de chances d'aboutir en ce moment, même sous l'égide d'une personnalité des Nations Unies si aucun élément nouveau n'intervient, si rien n'incite les parties à chercher un terrain commun d'entente? Des négociations engagées dans ces conditions pourraient aussi bien durer 12 nouvelles années. C'est pour cela que nous sommes convaincus qu'une simple reprise des négociations, dans les termes du projet de résolution soumis par l'Inde, ne fait qu'éluder le problème et aboutirait seulement à le poser de nouveau, peut-être même d'une manière plus aiguë, dans un avenir plus ou moins rapproché.

236. Il reste le troisième projet de résolution déposé par 13 délégations [A/L.368] dont celle du Dahomey. Ce projet de résolution donne la priorité à la négociation, mais ces négociations sont assorties de certaines conditions. Elles doivent ne pas perdre de vue le respect de la volonté des populations et leur droit à disposer d'elles-mêmes. D'autre part, si les négociations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant au 1er mars 1962, des dispositions accessoires entreront en vigueur. Dans cette perspective, les parties sont tenues de faire preuve de bonne volonté et d'accélérer le processus de leurs négociations. Dans le cas contraire, une commission des Nations Unies entrerait en action pour envisager les possibilités de confier momentanément l'administration à une forme d'organisation internationale qui restera à déterminer, donc les possibilités de retirer cette administration aux Pays-Bas. Il n'est que trop normal en effet que, avant de procéder à une consultation de la population, il convienne de soustraire celle-ci à l'influence néerlandaise.

237. Confier l'administration de la Nouvelle-Guinée occidentale à l'Organisation des Nations Unies pendant une période qui restera à déterminer et pendant laquelle les Indonésiens auraient, de même que les ressortissants de n'importe quelle autre nation, libre

accès dans le territoire, donnerait à l'Indonésie toutes garanties sur la sincérité de la consultation qui suivrait cette période.

238. Si un rattachement éventuel de la Nouvelle-Guinée occidentale à la République d'Indonésie intervient à la suite d'une consultation de la population, cette solution ne pourrait que faire éclater au grand jour le bien-fondé de la cause indonésienne et éviter à l'Indonésie toutes les contestations et les résistances qu'elle rencontre en ce moment. Si le peuple de la Nouvelle-Guinée occidentale repoussait ce rattachement et souhaitait son indépendance, même après que l'influence néerlandaise eut été éliminée par la prise en charge internationale, il serait évident alors qu'une telle consultation préalable aurait épargné à l'Indonésie bien des troubles résultant du rattachement d'une population non consentante. Dans l'un ou l'autre cas, la République d'Indonésie y gagne. Nous comprenons donc difficilement une opposition du Gouvernement indonésien à cette solution de sagesse. Nous ne pouvons faire fi d'un principe aussi important que celui de l'autodétermination, serait-ce même pour faire plaisir à un pays ami. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas, même dans l'hypothèse pessimiste d'une absence d'accord au 1er mars 1962, de décider une mesure qui engage l'avenir du territoire contesté. Il s'agit d'une simple enquête faite par une commission objective et tenant compte de tous les éléments du problème. Une décision ne serait prise éventuellement que lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale et par cette assemblée. D'autre part, cette date du 1er mars 1962 n'indique que le début des travaux de la commission, et non pas du tout un terme aux négociations. Si une solution négociée, tenant compte du peuple néo-guinéen, intervenait même après cette date, nous ne pourrions que nous en réjouir.

239. Nous espérons que ce projet de résolution emportera donc finalement l'adhésion des deux parties. Par son esprit de conciliation, il harmonise dans toute la mesure possible les aspirations des deux parties. C'est pour cela que ma délégation demande la priorité de vote en faveur de notre projet de résolution et souhaite que l'Assemblée se prononce sur cette demande, conformément à l'article 93 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

240. M. QUINTERO (Philippines) [traduit de l'anglais]: La délégation philippine désire expliquer la position de son gouvernement à l'égard des projets qui nous sont soumis. Les Philippines sont un des coauteurs du projet de résolution A/L.366 et Add.1 à 3; nous voterons naturellement en sa faveur.

241. Je voudrais maintenant dire ce que ma délégation pense du projet de résolution déposé par les Pays-Bas [A/L.354]. Dans des circonstances normales, une puissance administrante qui déciderait de reconnaître le droit d'autodétermination au territoire non autonome qu'elle administre et d'abandonner volontairement sa souveraineté sur ce territoire pour le placer sous l'autorité et la tutelle des Nations Unies, en vue de se conformer aux obligations de la résolution 1514 (XV), ferait preuve d'une initiative que nous saluerions tous comme un acte louable et généreux. C'est dans cet esprit que la délégation philippine considère le projet néerlandais.

242. Ce que je viens de déclarer suppose, cependant, que le statut du territoire non autonome n'est pas

mis en cause. Dans le cas de la Nouvelle-Guinée occidentale, l'Indonésie conteste les prétentions des Pays-Bas à la qualité d'autorité administrante.

243. Il ne faut pas oublier qu'au moment où les Pays-Bas ont reconnu l'indépendance de l'Indonésie, le 27 décembre 1949, le statut de la Nouvelle-Guinée occidentale devait faire, au cours de l'année suivante, l'objet de négociations entre les deux pays. Ces négociations ont échoué. On a essayé à plusieurs reprises de porter l'affaire devant les Nations Unies; mais là aussi c'est en vain que l'on a recherché une solution satisfaisante.

244. Il est donc évident que le projet néerlandais, quelles que soient ses qualités intrinsèques, ne saurait en aucun cas régler la question de la Nouvelle-Guinée occidentale, du moins tant que l'Indonésie n'aura pas renoncé, sur ce territoire, à sa revendication contraire aux thèses néerlandaises, et accepté que l'administration en soit confiée à une commission spéciale de l'ONU, comme prévu dans le projet. C'est pourquoi la délégation philippine ne voit pas comment elle pourrait accepter ou refuser ce projet de résolution.

245. Etant donné le caractère très épineux du problème et les dangers qu'il représente pour la paix en Asie du Sud-Est, nous pensons, avec d'autres Etats, qu'il est essentiel de maintenir par tous les moyens un climat de conciliation entre les parties, dans le calme et l'amitié. Il ne faut pas, selon nous, que l'un ou l'autre pays durcisse sa position et ferme la porte à des négociations qui permettraient d'aboutir à un compromis satisfaisant. C'est dans cet esprit que nous nous voyons forcés de nous abstenir à l'égard de ce projet de résolution et d'insister auprès des deux parties pour qu'elles continuent à rechercher, dans un esprit de sérénité et de concessions mutuelles, une solution définitive au conflit qui les oppose et les moyens légitimes de parvenir à cette solution.

246. Notre attitude à l'égard des autres projets de résolution dont l'Assemblée est saisie s'inspirera de la position de mon gouvernement, telle que je viens de l'exposer, et du projet africano-asiatique [A/L.366 et Add.1 à 3] que nous appuierons, puisque les Philippines sont un des signataires de ce texte.

247. M. BROOKS (Canada) [traduit de l'anglais]: Voici ce que ma délégation pense du projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] déposé conjointement par 38 pays d'Asie et d'Afrique.

248. L'Assemblée générale a conclu, l'année dernière, un débat très important en adoptant la résolution 1514 (XV): Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Cette résolution marque une grande étape dans l'œuvre politique des Nations Unies. Elle s'accorde avec l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et se fonde sur les principes fondamentaux de la Charte. Elle avait pour auteurs les pays d'Asie et d'Afrique, aucun Etat Membre ne s'y est opposé, elle a recueilli 89 voix; tout cela ajoute à son importance. Je relève, en passant, que le Canada a eu le plaisir d'être parmi ceux qui l'ont votée.

249. Il est juste et naturel que l'Assemblée, ayant à sa quinzième session adopté cette déclaration, ait voulu cette année examiner où en est son application.

250. L'attitude de ma délégation se fonde sur un certain nombre de considérations. Il nous importe, avant tout, que le monde entier respecte les libertés

et droits essentiels de l'homme, en particulier le principe de l'autodétermination et celui de l'égalité de traitement sans acception de race, de couleur ou de croyance.

251. Nous sommes heureux de constater également le rôle grandissant que les nouvelles nations d'Afrique et d'Asie jouent sur la scène internationale. Notre désir de conserver à notre organisation son efficacité nous incite à nous joindre à ces nouveaux Etats. Le Canada attache une grande importance à la consolidation des liens du Commonwealth, qui nous unissent à quelques-unes des principales nations d'Asie et d'Afrique et à d'autres territoires africains très proches de l'indépendance. D'autre part, du fait que notre pays est bilingue, nous autres Canadiens sommes conscients de nos affinités culturelles et linguistiques avec les pays d'expression française d'Afrique et d'Asie du Sud-Est.

252. Aussi sommes-nous vraiment sincères dans notre désir de voir la décolonisation de toutes les populations non autonomes qui veulent l'indépendance se faire à un rythme que seules doivent déterminer des considérations pratiques de stabilité interne. Cela implique que les habitants du pays détermineront eux-mêmes leur destinée avec l'aide de ceux qui ont une réelle expérience du pays et ont agi pour donner aux nations nouvelles l'assurance de la stabilité politique et économique dans l'avenir.

253. C'est pourquoi ma délégation, ici comme ailleurs, a toujours insisté sur la nécessité de former rapidement des fonctionnaires et des techniciens autochtones dans les territoires sous tutelle et non autonomes. Pour que les territoires dépendants puissent prendre un bon départ et devenir des Etats viables, il leur faut la solide base que représentent des administrateurs qualifiés. Certaines délégations ont insisté à juste titre sur cette nécessité, en particulier celles de la Nigéria, de l'Inde et de la Birmanie.

254. Nous pouvons tous apporter notre aide à la réalisation de cet objectif. Au Canada, par exemple, plus de 1 000 étudiants venus de territoires non autonomes ou de territoires sous tutelle reçoivent, cette année, un enseignement supérieur ou poursuivent leurs études au titre des programmes d'assistance technique.

255. En matière d'indépendance, le danger, me semble-t-il, n'est pas que la puissance administrante refuse de s'incliner en fin de compte devant l'élan du nationalisme. Nous avons eu, dans une très grande majorité de cas, la preuve éclatante du contraire. Le danger est plutôt dans le cas de territoires administrés selon des conceptions différentes que l'indépendance ne trouve les habitants presque totalement impréparés à assumer les responsabilités nouvelles qu'ils demanderont et obtiendront certainement.

256. C'est pourquoi nous autres Canadiens appuyons pleinement la méthode britannique: créer les cadres administratifs en formant un noyau de fonctionnaires qui, à l'heure de l'indépendance, devra fidélité non pas à une tribu ou à un parti, mais à l'ensemble du pays. La sagesse de cette politique est amplement démontrée.

257. Pour que l'indépendance soit durable, pour qu'elle ne donne pas naissance à des factions et à des luttes intestines, il faut aussi qu'elle s'institue dans l'harmonie et dans l'ordre. C'est ainsi que la France et le Royaume-Uni ont procédé avec une ampleur et une rapidité sans précédent dans l'histoire mondiale.

258. Dans beaucoup de régions du monde, il est des pays qui viennent d'acquérir leur indépendance, mais notre attention se porte irrésistiblement, à l'heure actuelle, sur les événements que connaît le continent africain. Le passage à l'indépendance s'y fait à une cadence extraordinaire; la marée de la liberté y bat son plein. Vingt-deux pays d'Afrique sont arrivés à l'indépendance depuis 1946.

259. Ces derniers mois, ce sont le Sierra Leone et la Mauritanie que nous avons accueillis au sein de l'Organisation des Nations Unies. Nous attendons avec impatience de recevoir en décembre le Tanganyika, société multiraciale, dont le facile passage à l'indépendance pourrait servir d'exemple à d'autres territoires. Mais ce n'est pas tout. L'indépendance de l'Ouganda pointe déjà à l'horizon, et nous espérons que celles du Kenya, du Ruanda-Urundi et d'autres territoires africains suivront sous peu.

260. Permettez-moi d'ajouter quelques mots au sujet de l'union de la partie méridionale du Cameroun ex-britannique avec la République du Cameroun, union qui date d'octobre 1961. Etant donné le caractère bilingue de ce pays, puisqu'il est maintenant l'expression à la fois française et anglaise, nous avons à son égard une affinité particulière. Nous voudrions également rendre un hommage particulier à tous ceux qui, dans un esprit de coopération et de bonne volonté, qui est tout à leur honneur, ont su mener cette union à bien.

261. Il est manifeste que l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance a fait des progrès, tant en Afrique que dans d'autres régions du monde. Ma délégation comprend bien que l'Assemblée puisse vouloir prendre maintenant des dispositions nouvelles pour instituer un organe, comme le propose le projet de résolution des 38 puissances, pour étudier l'application de la Déclaration coloniale et faire des propositions et des recommandations sur les progrès de sa mise en œuvre. Cela nous paraît logique et raisonnable. Nous voterons donc ce projet de résolution.

262. J'aimerais maintenant indiquer comment nous interprétons ce texte.

263. Il ne nous échappe pas qu'il s'agit d'un compromis obtenu au prix de longues et laborieuses discussions; nous pensons pourtant que l'on aurait pu libeller de façon plus heureuse certains alinéas du préambule. A notre avis, la majorité des puissances administrantes, qui honorent les obligations que leur fait la Charte, ont rapidement avancé dans la voie que préconise la Déclaration.

264. Le Gouvernement canadien considère, après mûre réflexion, qu'il faut appliquer dans le monde entier la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, que l'Assemblée doit prendre le colonialisme dans son acception la plus large et tout faire pour que la Déclaration s'applique partout où l'on entrave ou interdit, de propos délibéré, la marche des peuples vers l'indépendance et la liberté.

265. Nous devrions être particulièrement prudents quand nous examinons une formule unique ou des principes généraux applicables à tous les territoires qui sont encore sous régime colonial. Chacun d'eux connaît des problèmes et des conditions qui lui sont propres et dont il faut tenir compte. Dans certains, des mesures ont déjà été prises qui assureront la réalisation ordonnée de l'indépendance dans un proche avenir. Dans d'autres, les parties intéressées pro-

cèdent actuellement à de délicates négociations en vue de résoudre des situations complexes. Quant, à certains petits territoires, on peut sérieusement se demander si leur indépendance complète servirait au mieux les intérêts de leurs habitants. Pour obtenir des solutions pratiques, il faut appliquer des méthodes diverses, selon les circonstances. En tout état de cause, seuls les désirs et les besoins des populations sont à prendre en considération. Cette réalité est, nous semble-t-il, reconnue dans le projet nigérien relatif à l'indépendance des pays d'Afrique [A/L.357 et Add.1].

266. Nous espérons que le comité spécial qu'envisage le projet A/L.366 et Add.1 à 3 tiendra compte de ces considérations, en déterminant sa méthode de travail et en s'acquittant des tâches dont il sera chargé.

267. Les puissances administrantes ne peuvent pas partager leur responsabilité ou s'en décharger. Le comité spécial n'a pas pour fonction de s'ingérer dans les affaires des puissances administrantes, mais d'examiner avec soin les progrès réalisés et faire des propositions et recommandations en vue essentiellement des mesures à prendre dans la pratique pour favoriser l'application de la Déclaration.

268. Notre interprétation du paragraphe 6 est la suivante: si le comité spécial désire se réunir ailleurs qu'au Siège de l'ONU, il ne pourra le faire qu'après avoir consulté les autorités compétentes et obtenu leur accord.

269. En collaborant étroitement avec le Conseil de tutelle et le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le comité spécial facilitera sans aucun doute la marche des territoires vers l'autonomie complète ou l'indépendance. Mais, comme le représentant du Japon nous l'a rappelé, l'indépendance n'est pas une manne tombée du ciel; c'est une récolte, et une bonne récolte exige un travail dur et ininterrompu, de tous ceux qui la désirent: les habitants du territoire eux-mêmes, les autorités administrantes et les Nations Unies.

270. Cette collaboration à trois est la condition sine qua non de la décolonisation. Il importe par-dessus tout que le comité envisagé en tienne compte dans ses travaux. L'esprit de coopération si bien illustré par la tutelle néo-zélandaise au Samoa-Occidental doit se retrouver au sein du comité spécial.

271. Seule la collaboration avec les autorités administrantes permettra de passer, dans l'ordre et dans la paix, du régime colonial à l'autonomie ou à l'indépendance. Il faut s'assurer de leur coopération active et amicale. Nous sommes sûrs que cette considération entrera en ligne de compte non seulement lors de la nomination des membres du comité spécial, nomination qui s'inspirera de la nécessité d'une répartition géographique équitable, mais aussi lors des travaux mêmes du comité spécial.

272. M. GARIN (Portugal) [traduit de l'anglais]: Je vais expliquer brièvement la position de ma délégation à l'égard des divers projets de résolution: A/L.355, A/L.357 et Add.1, A/L.366 et Add.1 à 3, des amendements à ce dernier document [A/L.370] et du document A/L.369.

273. Lors de l'adoption de la résolution 1514 (XV), ma délégation s'était abstenue de voter; nous avions à ce moment-là exposé les raisons de notre abstention.

Nous avons dit que nous partagions entièrement le sentiment de ceux qui cherchaient à mettre fin à toutes les manifestations véritables du colonialisme, c'est-à-dire à l'asservissement politique, à l'exploitation économique ou à la domination d'un peuple pour des raisons idéologiques. Nous avons en même temps souligné que la résolution ne tenait pas compte de la complexité extrême des divers problèmes en jeu et de leur répercussion éventuelle. Nous avons dit:

"... Le projet de résolution que vient d'approuver l'Assemblée ne nous paraît tenir compte ni de la complexité de tous les problèmes traités dans ce cadre, ni de leurs répercussions éventuelles. Bien des conséquences et bien des réalités pratiques n'ont été ni prises en considération, ni placées dans la perspective qui leur convient, et il n'a pas été tenu compte de certains aspects politiques, économiques ou autres, qui peuvent surgir ultérieurement.

"De même, nous avons entendu ici les dirigeants de quatre ou cinq pays nous parler d'un nouveau type de colonialisme, qui est le système politique et économique le plus détestable que le monde ait jamais connu et qui a entraîné la subjugation et l'oppression de nombreux pays qui ont été ainsi livrés à la tyrannie. Ma délégation aurait pensé que ce type de colonialisme aurait dû, lui aussi, être condamné dans le projet de résolution adopté par l'Assemblée, car un effort dans ce sens aurait servi l'intérêt de l'humanité entière. Toutefois, l'Assemblée en a jugé autrement, et le texte qu'elle a adopté a ainsi perdu le sens et la portée universels qu'il aurait pu avoir ⁵."

274. Les projets de résolution déposés à ce sujet pendant la présente session découlent de la résolution 1514 (XV). Tous souffrent non seulement du défaut de la résolution mère, mais insistent en fait pour que l'on fonde de nouvelles mesures sur cet instrument défectueux.

275. On n'a pas essayé de définir ce qui constitue l'essence du colonialisme, ni de distinguer entre colonialisme et colonisation. On a mis l'accent sur les différences culturelles et raciales et on a insisté sur la situation géographique, alors que les facteurs dont on aurait dû tenir compte relèvent de la nature des rapports économiques, juridiques et politiques. Si ces derniers rapports sont conformes aux droits fondamentaux de l'homme, il est évident que toutes les autres considérations deviennent sans intérêt.

276. Malheureusement, on a traité toute l'affaire dans une atmosphère d'intense émotivité qui n'est certainement pas propice à une sagesse politique pratique et constructive. Aussi les projets de résolution s'écartent-ils non seulement de l'idée principale, mais soutiennent manifestement ce qui est en réalité la pire forme du colonialisme, celle qui s'étend de nos jours et tient déjà des millions d'hommes en esclavage. En fait, les prémisses sur lesquelles se fondent ces projets de résolution sont très exactement celles qu'énonce la puissance qui essaie de détourner l'attention de son propre colonialisme tyrannique en provoquant cyniquement des attitudes émotives, qui conduisent à des conclusions partiales, chimériques et myopes. Si certains ont parfois mentionné "toutes les formes du colonialisme", sa forme

⁵/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session (1ère partie), Séances plénières (vol. II), 947ème séance, par. 103 et 104.

actuellement la plus florissante brille par son absence de ces projets de résolution: on l'a de ce fait admis comme acceptable. De l'avis de ma délégation, la question est trop grave pour qu'on la néglige.

277. Une autre forme de colonialisme n'a pas trouvé place dans les projets de résolution; c'est le colonialisme qui règne dans certaines régions où, en raison du système des castes, de vastes secteurs de la population sont privés du bénéfice des droits élémentaires de l'homme, où un confessionnalisme agressif opprime des minorités raciales ou religieuses, où les résolutions par lesquelles le Conseil de sécurité a régulièrement demandé un plébiscite sont bafouées par ceux-là mêmes qui les ont réclamées, où les populations intéressées sont tenues en échec par la force, où même les jugements de la Cour internationale de Justice sont violés et où, unilatéralement, on déclare annexés des territoires étrangers.

278. Dans les projets de résolution ne figurent pas de dispositions contre la menace du néo-colonialisme qui tente surtout de bloquer les marchés, les matières premières et les devises, et de maintenir ainsi dans la dépendance économique les pays sous-développés. Ce néo-colonialisme essaie insidieusement de constituer de nouvelles zones d'influence par le moyen détourné de l'infiltration économique, qui peut mettre en danger l'indépendance et la personnalité véritables de certains pays, surtout celles des pays d'Afrique, en en retardant le développement économique. Voilà des questions qui, bien entendu, intéressent profondément mon pays.

279. D'après les dires de certaines délégations, il semble que derrière ces projets de résolution se cache une savante manœuvre: refuser de voir la poutre que l'on a dans l'œil pour chercher la paille, réelle ou imaginaire, qui est dans l'œil de certains autres choisis à dessein. Il est significatif que deux de ces projets aient pour auteurs des pays bien connus eux-mêmes pour leur attitude impérialiste. Aussi ces projets de résolution peuvent-ils être considérés, à certains égards, comme destinés à semer la confusion; dans un cas au moins, comme certaines délégations l'on reconnu, ils cherchent à démembrer un Etat sous le couvert de l'anticolonialisme et en violation des principes fondamentaux de la Charte.

280. Au cours du présent débat, on a parlé de mon pays. Tout en protestant énergiquement contre les accusations injustifiées et calomnieuses lancées contre nous, ma délégation tient à préciser qu'elle se dissocie complètement de ces projets de résolution parce qu'elle rejette catégoriquement les allégations qui voudraient nous les rendre applicables. Certains orateurs ont essayé de tromper l'Assemblée sur les réalités historiques et présentes de la vie portugaise et sur les liens juridiques, politiques, sociaux et économiques qui unissent les différentes parties de la nation portugaise. La conception que l'on a aujourd'hui du colonialisme est tirée du système appliqué depuis le XIXème siècle par les puissances industrielles. Mais le Portugal d'outre-mer s'est, lui, formé au XVIème siècle et a obéi depuis lors à un idéal très différent, qu'il n'a jamais abandonné. Cette aspiration élevée, c'est l'intégration économique, sociale, politique et spirituelle de tous les peuples, sans aucune discrimination raciale ou autre, pour former une seule entité politique, par une évolution sociale graduelle, qui aujourd'hui encore n'a rien perdu de sa valeur humaine ni de sa force dynamique. La nation portugaise a existé sur cette base historiquement et juridiquement. Nos provinces européennes d'outre-mer n'ont pas été intégrées l'année dernière, et nous n'avons jamais changé — dans l'essentiel du moins — la structure constitutionnelle de notre pays.

281. Pour conclure, je dirai que ces projets de résolution, tout en voulant mettre fin au vrai colonialisme, passent à côté de leur objectif, car ils ne tiennent pas compte de l'essentiel du problème; ils excluent de leur champ d'application les formes les plus cruelles du colonialisme et du néo-colonialisme, notamment du colonialisme économique; ils se fondent enfin, au moins en partie, sur des idées fausses et insoutenables qui, aux yeux de ma délégation, ne méritent pas examen. Pour toutes ces raisons, ma délégation ne participera pas au vote sur les projets de résolution dont est saisie l'Assemblée, à savoir les documents A/L.355, A/L.357 et Add.1, A/L.366 et Add.1 à 3 et amendement [A/L.370], et A/L.369.

La séance est levée à 19 h 10.